



Etiquetage nutritionnel

De nouvelles mesures pour protéger le consommateur

Dans le souci de contrôler les conditions et modalités relatives à l'information du consommateur sur tous les produits alimentaires proposés à la consommation, le paysage législatif sera renforcé prochainement par un arrêté interministériel, qui rendra obligatoire l'étiquetage nutritionnel.

Page 2

Tunisie

Des concertations pour un gouvernement d'union

Page 2

Assassinat de la petite Nihal Si Mohand

Le drame de trop

La petite Nihal Si Mohand, âgée de 4 ans, a été retrouvée morte. L'information, confirmée par le procureur de la République près le tribunal des Ouacifs, a choqué tout le pays.

Page 3

- Appel à revoir le dispositif de vigilance
- Faut-il rétablir la peine de mort ?



Feux de forêts

6 700 hectares partis en fumée

Page 4



La France en alerte maximale
face au terrorisme

Un Algérien «suspect» a été expulsé

La France a adopté des mesures sécuritaires draconiennes pour faire face au risque terroriste en réaction aux attentats perpétrés depuis le début de l'année.

Page 24



Entreprise German de Constantine La sous-traitance pour consolider la relance industrielle

Le développement du savoir-faire en matière de sous-traitance et la diversification des produits constituent la base de la relance industrielle de l'entreprise publique de gerbage et manutention (German), implantée à la zone industrielle Ain Smara dans la wilaya de Constantine, affirme à l'APS son P-DG, Mohamed-Mounir Zerragui. Ayant bénéficié d'un plan

d'investissement et de modernisation de 12 millions d'euros, cette entreprise étatique s'emploie à assurer une «relance industrielle efficace et durable» de ses activités à travers la sous-traitance, mais également par la mise sur le marché d'une nouvelle gamme de produits, a précisé le même responsable, soulignant que German s'est fixé un délai de deux ans pour devenir leader dans le domaine de la sous-traitance.

L'investissement a été destiné essentiellement à l'amélioration des capacités de la production en sous-traitance, notamment à travers l'acquisition «des équipements technologiques de pointe», a encore précisé M. Zerragui, mettant l'ac-

cent sur l'impact de cette «démarche gouvernementale» dans la relance de l'entreprise German, spécialisée dans la production de chariots élévateurs et la production en sous-traitance de pièces complexes à haute valeur technologique.

Créée en 1997, cette entreprise publique qui emploie actuellement 720 travailleurs dont 421 employés permanents et qui a déjà fait ses preuves en matière de production de matériels de gerbage (chariots élévateurs de différents calibres), est aujourd'hui sollicitée par de grandes entreprises nationales pour l'usinage d'outils et de pièces mécaniques de pointe, a-t-on encore noté.

Page 4



Etiquetage nutritionnel

De nouvelles mesures pour protéger le consommateur

Dans le souci de contrôler les conditions et modalités relatives à l'information du consommateur sur tous les produits alimentaires proposés à la consommation, le paysage législatif sera renforcé prochainement par un arrêté interministériel, qui rendra obligatoire l'étiquetage nutritionnel.



Par Karima Nacer

Lipides, acides, glucides, sucres, protéines et sels, toutes les mentions portant sur la qualité nutritionnelle des produits alimentaires seront obligatoires sur les emballages prochainement. L'objectif est d'éviter aux consommateurs des maladies d'origine alimentaire ainsi que des réactions allergiques. Pour garantir une sécurité alimentaire infaillible du consommateur, le ministère du Commerce est en train d'examiner un avant-projet d'arrêté interministériel fixant les modalités de mise en place d'une information nutritionnelle complémentaire sur les denrées alimentaires.

Ce nouveau règlement rend obligatoire l'étiquetage nutritionnel et fait obligation aux fabricants de la chaîne alimentaire de fournir des informations concernant la valeur énergétique des produits et nutriments proposés à la consommation. Ce nouveau

règlement horizontal s'applique aux exploitants du secteur alimentaire ainsi qu'à toutes les denrées alimentaires destinées au consommateur final. Ce nouveau dispositif vise à combler le vide juridique constaté en matière d'étiquetage nutritionnel afin de répondre efficacement aux objectifs assignés à ce texte.

«L'objectif de cette nouvelle législation est de «fournir au consommateur des renseignements (sur un aliment) fiables et précis afin qu'il puisse faire son choix de manière éclairée», précise le ministère dans un communiqué rendu public, à l'issue d'une réunion regroupant le ministre en charge du secteur, Bakhti Belaïb, et les différents acteurs concernés par la stratégie de réduction du sucre, du sel et des matières grasses dans les aliments.

Le ministère du Commerce explique également, que l'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires comprend toutes les

informations apposées sur l'emballage d'un produit et relatives à son contenu en énergie et en nutriments.

«C'est un outil permettant d'aider le consommateur dans ses choix alimentaires et favorisera les actions des politiques de santé publique en matière de nutrition et de lutte contre les maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, diabète...), souligne le ministère. Il s'agit également d'encourager le respect des bons principes nutritionnels dans la constitution d'aliments bénéfiques à la santé publique, de faire en sorte que l'étiquetage nutritionnel ne décrive pas un produit ou ne présente pas des renseignements de façon inexacte, trompeuse ou mensongère, et de veiller à ce que toute allégation nutritionnelle s'appuie sur une déclaration de la teneur en éléments nutritifs, ajoute-t-on.

Par ailleurs, Belaïb a exigé à ce que ces nouvelles dispositions «soient sou-

mises à l'avis préalable des associations de protection des consommateurs» et ce, «pour asseoir une approche consensuelle».

C'est connu de tout le monde. Droit à la sécurité, à l'information, le pouvoir de choisir les produits alimentaires avec un risque zéro, sont des droits non garantis dans notre pays. La protection du consommateur est pratiquement faible, voire inexistant. L'achat d'un bien ou d'un service avec tous les risques et dangers qu'ils peuvent présenter pour le citoyen est une situation très répandue en Algérie. Il est temps que le département du commerce prenne des mesures pour garantir ce droit fondamental aux citoyens à travers l'application de cette loi ainsi que d'autres, car dans notre pays, le problème ne réside pas dans la promulgation de loi, mais dans leur application ainsi que l'absence de contrôle.

K. N.

Tunisie

Des concertations pour un gouvernement d'union

Par Sofiane Aït Mohamed

Sitôt installé, le nouveau chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed a entamé jeudi, des concertations en vue de former un gouvernement le plus représentatif possible.

Chahed «ratisse d'ailleurs large» pour pouvoir former un gouvernement réellement «d'union nationale» qui est sa toute première mission avant de s'attaquer aux grands défis qui l'attendent. Jeudi il a d'ailleurs entrepris une série de concertations avec les représentants des neuf partis signataires de «l'accord de Carthage» autour de la composition et de la structuration du nouveau gouvernement en Tunisie, a rapporté l'agence de presse TAP. Il s'agit des Mouvements Nidaa Tounes, Ennahdha, du parti Afek Tounes, l'Union patriotique libre (UPL), du Mouvement Echaâb, du parti Al-Massar, du Parti Républicain (Al-Jomhuri) et du Mouvement «Le projet de la Tunisie», a précisé l'agence. Youssef Chahed, qui a été chargé par le président de la République, Béji Caïd Essebsi, de former un gouvernement d'union nationale, a reçu jeudi au palais de Carthage, l'ancien dirigeant au Parti républicain (Al-Jomhuri), Ahmed Néjib Chebbi dans le cadre des concertations autour du gouvernement d'union nationale. A l'issue de la rencontre, M. Chebbi a dit avoir «discuté avec M. Chahed de la composition et de la structuration du gouvernement d'union nationale qui, a-t-il estimé, doivent prendre en considération trois principales priorités : les grandes réformes économiques, le développement et le savoir». Pour sa part, le secrétaire général du parti Al-Massar, Samir Taïeb, a déclaré à l'issue de son entretien jeudi avec Youssef Chahed, que «son parti ne sera pas représenté au sein du nouveau gouvernement». Il a toutefois assuré que son parti va appuyer toute initiative visant à appliquer «convenablement» l'accord de Carthage. Selon Taïeb, la rencontre a porté notamment sur la formation du gouvernement, les difficultés auxquelles fait face le pays ainsi que sur les défis qui se dressent devant le nouveau gouvernement. Youssef Chahed avait affirmé mercredi que «le nouveau gouvernement sera un gouvernement politique et de compétences nationales loin de toute logique de quota». Il s'agit, également, d'un gouvernement de jeunes compétences où la femme sera bien représentée, a-t-il assuré à l'issue de son entretien avec le président Essebsi. Il a aussi affirmé que le gouvernement s'engagera à exécuter le programme contenu dans le «Document de Carthage» et se focalisera sur cinq principaux axes prioritaires. Il s'agit principalement, de «la lutte contre le terrorisme et la corruption, l'impulsion du rythme de développement, la création d'emplois, le rétablissement des équilibres financiers et les questions environnementales, la propreté en premier lieu».

S. A. M.

Il est partenaire de deux groupes publics algériens

Bouchouareb visite le site industriel d'Indorama

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a visité jeudi plusieurs sites industriels de la région indonésienne de Purwakarta (90 km de Jakarta) dont celui d'Indorama, partenaire de deux groupes publics algériens pour l'exploitation et la transformation du phosphate.

Au site de l'usine d'Indorama, l'une des principales filiales de fabrication de polymères en Indonésie, M. Bouchouareb a évoqué les ambitions de l'Algérie dans le domaine de la pétrochimie, en particulier les segments des résines plastiques et des polymères dérivés du gaz naturel, indique le ministère dans un communiqué.

«L'Algérie importe actuellement pour 6,5 milliards de dollars de produits plastiques. Ceci constitue une formidable opportunité de substitution par une production nationale et d'exportation vers les pays de l'Afrique subsaharienne et de toute la région méditerranéenne», a déclaré M. Bouchouareb.

Il a souligné à cet égard que l'Algérie disposait dans ce domaine de tous les atouts pour réduire sa dépendance de l'importation de ces produits du fait de la disponibilité d'un gaz naturel de qualité riche en éthane, particulièrement approprié à la transformation pétrochimique, ainsi que de sa proximité des marchés méditerranéens et africains.

Le ministre et la délégation l'accompagnant se sont également rendus au centre polytechnique de la firme Indorama, qui accueille 270 étudiants sur un campus de 2 ha et qui compte aussi une école internationale pour les enfants des 5 000 employés de l'usine.

A cet effet, le ministre a exigé à ce qu'Indorama inclue un volet formation continue et éducation de même niveau en Algérie, notamment dans le cadre des partenariats signés récemment à Alger entre ce groupe et les Indorama et deux entreprises publiques nationales.

Pour rappel, trois accords d'investissements d'un montant global de 4,5 milliards de dollars

ont été signés en juillet dernier à Alger entre Indorama et les groupes Asmidal et Manal.

Il s'agit de la réalisation de trois projets mixtes algéro-indonésiens portant sur le développement et l'exploitation de la nouvelle mine de phosphate de Bled El Hadba (Tébessa), sur la transformation des phosphates pour la production de l'acide phosphorique et de d'ammonium phosphate dans la wilaya de Souk Ahras et sur la transformation du gaz naturel pour la production d'ammoniac, de nitrate d'ammonium technique (TAN) et du calcium ammonium nitrate (CAN) dans la wilaya de Skikda.

La production issue de ces plates-formes industrielles devra

couvrir les besoins du secteur agricole en différents produits fertilisants et permettra l'exportation de l'excédent qui sera dégagé vers les marchés internationaux. Un Mémoire d'entente a été signé mercredi dernier à Jakarta entre M. Bouchouareb et son homologue indonésien, Airlangga Hartarto, qui porte sur le développement des relations bilatérales dans le secteur industriel et identifie les segments de coopération et de partenariat à promouvoir entre les deux pays.

M. Bouchouareb se trouvait en Indonésie dans le cadre du 12^{ème} Forum économique islamique mondial (Wief) tenu du 2 au 4 août à Jakarta.

Reda A.

Assassinat de la petite Nihal Si Mohand

Le drame de trop

La petite Nihal Si Mohand, âgée de 4 ans, a été retrouvée morte. L'information, confirmée par le procureur de la République près le tribunal des Ouacifs, a choqué tout le pays. Ce sont toutes les familles algériennes qui craignent pour leurs progénitures, d'autant que la récurrence des disparitions suivies d'assassinats d'enfants devient sérieusement inquiétante.



Par Massi Salami

Avant-hier, le procureur de la République s'exprimant lors d'une conférence de presse, a indiqué que les expertises effectuées par l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui (Incc) ont confirmé que les ossements retrouvés au village Mechrek d'Aït Toudert, dans la daïra des Ouacifs, appartenaient à la petite Nihal.

«En ce jour, malheureusement, nous avons reçu les résultats des analyses ADN faites sur les objets retrouvés sur la scène du crime à Aït Toudert, qui confirment qu'ils appartiennent à Si Mohand Nihal», a-t-il annoncé. L'information, apprend-on, a

été communiquée dans un premier temps au père de la victime.

«C'est tout ce que nous pouvons déclarer pour le moment concernant la disparition de la défunte et les premiers résultats de l'enquête qui se poursuit sur le terrain», a-t-il indiqué, affirmant que tous les moyens humains et matériels sont mobilisés dans le cadre des investigations qui se poursuivent actuellement et que les différents services de sécurité ainsi que les autorités judiciaires font de leur mieux pour éclairer l'opinion publique sur cette affaire.

Le procureur a ajouté que ces services «informeront en temps opportun la famille de la victime, la presse et l'opinion publique sur l'évolution de l'enquête et le travail des

équipes de recherche et d'investigations sur le terrain».

Pour rappel, la petite Nihal avait disparu le 21 juillet dernier alors qu'elle se trouvait devant le domicile familial au village Aït Abdelouahab, dans la commune d'Aït Toudert, relevant de la daïra des Ouacifs. Un plan national a été actionné juste après la plainte déposée par ses parents pour faire face à la situation.

Des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés dans le cadre de ce plan national pour aboutir à un dénouement rapide de cette affaire.

Après quelques jours de travail sur le terrain, des indices ont été retrouvés par les éléments de la brigade de recherche et d'investigation

de la Gendarmerie nationale qui travaillaient sur le terrain, dont des ossements et une robe tachée de sang qui ont été transférés à l'Institut national de criminalistique et de criminologie pour analyse.

Le procureur de la République a expliqué, au terme de la conférence de presse, que «la gravité de l'affaire et l'obligation de discrétion dans le déroulement de l'enquête» l'empêche de donner d'autres détails à l'heure actuelle.

En attendant que toute la lumière soit faite sur cette affaire, au village d'Aït Abdelouahab, l'incompréhension, la tristesse et la colère se lisent sur les visages des habitants. Cela d'autant que le monstre court toujours.

M. S.

Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (Nada)

Appel à revoir le dispositif de vigilance

Par M. Salami

Le président du Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (Nada), Abderrahmane Arar, s'exprimant dans un entretien accordé au journal électronique TSA, a indiqué que les causes et les facteurs des enlèvements d'enfants sont toujours là. Il s'agit notamment de la délinquance et de la criminalité qui prend de l'ampleur dans notre société. A cela, faut-il ajouter, que l'approche sécuritaire, seule, ne peut pas faire face à ce défi et à ce problème.

En guise de solution, il propose de revoir le dispositif de protection sociale. «Il est important d'impliquer tous les acteurs dont les associations, les médias et la famille. Il y a un dispositif de vigilance lié à l'enlèvement des enfants, mais qui n'implique que la police et la gendarmerie». Le dispositif est sécuritaire a-t-il expliqué. Il est bien, mais il ne répond pas à toutes les attentes. Il faut l'élargir, propose-t-il.

«Le véritable milieu de l'enfant est la famille et la société.

Aujourd'hui, nos quartiers ne sont pas organisés. S'il y avait des gens qui travaillaient sur la vigilance au niveau de ces quartiers, à travers les associations, on gagnerait beaucoup de temps. Car le plus important est d'intervenir avant l'acte», a indiqué le président du réseau Nada.

A sujet de la responsabilité dans ces enlèvements, il dira qu'elle est partagée. «Les parents ont une part de responsabilité. Les citoyens aussi. Les autorités ont également une part de responsabilité».

A une question sur l'application de la peine de mort, l'orateur indique qu'il y a une décision politique pour le gel de l'application de cette peine depuis 1993. Mais il faut que les autorités réactivent le dispositif de la peine de mort au moins pour enlèvement d'enfants, ce qui permettra de réduire, selon lui, l'ampleur du phénomène à hauteur de 80%.

M. S.

Pour faire face au phénomène

Faut-il rétablir la peine de mort ?

Par Nacera Bechar

Le drame de la petite Nihal a réveillé une nouvelle fois, l'appel des Algériens au rétablissement de la peine de mort pour les assassins d'enfants.

Ce drame laisse dire que le dispositif sécuritaire mis par les autorités pour la protection des enfants reste limité devant la délinquance. Dans ce contexte, il y a appel à la réhabilitation de la peine de mort et d'autres appellent à revoir l'aspect sécuritaire en traitant les causes de kidnappings et assassinats d'enfants. Le débat sur la peine de mort, son abolition ou sa réhabilitation a toujours opposé les défenseurs de la charia et ceux des droits de l'homme.

Dans ce cadre, le président du syndicat des imams, Djeloul Hdjimi a appelé les imams à

consacrer leur «khotba» pour la réhabilitation de la peine de mort à l'encontre des assassins d'enfants. Ainsi, pour certains, la non-réhabilitation de la peine de mort a permis l'élargissement du phénomène de kidnapping d'enfants.

Le retour de la polémique autour de la réhabilitation de la peine de mort, en particulier pour les kidnappeurs et assassins d'enfants ne date pas de l'affaire de la petite Nihal, mais devient un appel national avec les différentes affaires de kidnappings et assassinats d'enfants et les cas ne manquent pas sur tout le territoire national.

Le drame de Constantine, survenu le 9 mars 2013, avec la disparition de Haroun Boudayra, âgé de 10 ans et Ibrahim Hachiche, 9 ans, retrouvés trois

jours plus tard, tués, avait secoué tous les esprits. Des associations ainsi que des citoyens se sont manifestés pour demander au gouvernement de prendre des mesures de sécurité. Ils ont réclamé la peine de mort aux assassins des deux enfants.

Ainsi, les appels à la réhabilitation de la peine de mort se sont multipliés concernant les assassins d'enfants, sachant que cette peine a été abolie depuis plusieurs années.

Du côté des organisations des droits de l'homme, le président de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, Farouk Ksentini, avait déjà plaidé pour la condamnation à la peine capitale de façon «exceptionnelle» à l'encontre des auteurs de ces enlè-

vements. «Je suis pour l'abolition de la peine de mort, sauf pour certains crimes, tels que les enlèvements d'enfants suivis d'assassinats. Elle doit être prononcée à leur encontre de façon exceptionnelle», avait-il dit dans une précédente déclaration. En 2014, il a défendu l'abolition de la peine de mort. «Il y a aujourd'hui une très violente opposition à l'abolition de la peine capitale, qui s'appuie, en premier lieu, sur l'argument religieux. Mais il y a aussi un héritage sociétal, idéologique et des traditions qu'on ne peut pas éluder. La multiplication des actes de violence et des crimes commis à l'égard des enfants, ces derniers temps, n'ont fait qu'accroître cette opposition. Il faut prolonger la discussion et le débat dans le respect des convictions de chacun. Nous devons

porter nos valeurs, notre histoire, nos cultures, mais aussi notre idéal humaniste sans arrogance, mais avec conviction, respect et ferveur.» Selon lui, de 1962 à 1993, il y a eu 33 exécutions de la peine capitale «parmi lesquelles on ne compte aucune exécution de femme ou de mineur», avait-il déclaré.

Le 17 mars 2013, un Conseil interministériel s'est réuni sous la présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Il avait ordonné, une série de mesures «rapides» pour lutter contre le phénomène du kidnapping d'enfants. Sur le plan pénal, le Premier ministre a appelé à un «durcissement» du Code pénal, quitte à le réviser.

N. B.

Entreprise German de Constantine

La sous-traitance pour consolider la relance industrielle

Le développement du savoir-faire en matière de sous-traitance et la diversification des produits constituent la base de la relance industrielle de l'entreprise publique de gerbage et manutention (German), implantée à la zone industrielle Aïn Smara dans la wilaya de Constantine, affirme à l'APS son P-DG, Mohamed-Mounir Zerragui.



Ayant bénéficié d'un plan d'investissement et de modernisation de 12 millions d'euros, cette entreprise étatique s'emploie à assurer une «relance industrielle efficace et durable» de ses activités à travers la sous-traitance, mais également par la mise sur le marché d'une nouvelle gamme de produits, a précisé le même responsable, soulignant que German s'est fixé un délai de deux ans pour devenir leader dans le domaine de la sous-traitance.

L'investissement a été destiné essentiellement à l'amélioration des capacités de la production en sous-traitance, notamment à travers l'acquisition «des équipements technologiques de pointe», a encore précisé M. Zerragui, mettant l'accent sur l'impact de cette «démarche gouvernementale» dans la relance de l'entreprise German, spécialisée dans la production de chariots élévateurs et la production en sous-traitance de pièces complexes à haute valeur technologique.

Créée en 1997, cette entreprise publique qui emploie actuellement 720 travailleurs dont 421 employés permanents et qui a déjà fait ses preuves en matière de production de matériels de gerbage (chariots élévateurs de différents calibres), est aujourd'hui sollicitée par de grandes entreprises nationales pour l'usinage d'outils et de pièces mécaniques de pointe, a-t-on encore noté.

Dans ce contexte, le P-DG

de German a fait part d'un investissement de développement des capacités de l'unité industrielle, notamment par l'intégration des pièces moteurs pour un nombre annuel de 30 000 moteurs refroidis à eau.

Le chariot élévateur de 20 tonnes, dernier-né des produits German

Dans le cadre de la diversification de ses produits, German vient de lancer une toute nouvelle gamme de chariots élévateurs d'une capacité de 20 tonnes, alliant qualité et performance, a encore soutenu M. Zerragui.

«Un premier quota de ces chariots a été livré au port de Skikda», a-t-il annoncé, signalant que ce modèle de chariot de grand tonnage sera commercialisé dans les différents ports du pays.

Le P-DG de German a souligné que ce nouveau modèle de chariots élévateurs a été conçu pour répondre avec professionnalisme aux exigences spécifiques des clients et s'adapter à l'application et l'environnement des utilisateurs.

Cette nouvelle gamme de chariots élévateurs marquant le redéploiement de German et consolidant ses pas vers une véritable relance industrielle, est dotée de différents outils de contrôle et de surveillance permettant un fonctionnement des plus sécurisés de ces engins, a encore souligné M. Zerragui.

Depuis sa création, German produisait des chariots élévateurs d'une capacité ne dépassant pas les 10 tonnes, a révélé le même responsable, précisant que le développement de ce nouveau modèle de chariot de 20 tonnes constitue «une mutation de taille».

Avec un taux d'intégration de 70%, les chariots élévateurs produits par German recèlent des performances inexistantes dans les engins similaires importés, a encore souligné le P-DG de cette entreprise publique qui a reconnu la «persistance d'un fossé de communication entre le fabricant (German) et le client».

Une «faille» que les services de cette entreprise nationale s'attellent à résoudre à travers l'élaboration d'un plan de vulgarisation et de proximité, a-t-on encore noté.

L'entreprise German qui projette sortir d'ici à la fin 2016 des chariots élévateurs de 15 tonnes, oeuvre également à développer des chariots de haut emmagasinage, des gerbeurs et transpalettes électriques et chariots télescopiques, a annoncé le même responsable, faisant part de perspectives pour relooker et moderniser le design des chariots produits par ce complexe industriel.

Mettant l'accent sur l'importance de la formation, M. Zerragui qui a rappelé que German maîtrisait déjà la production de chariots automatisés et antidéflagrants (ADF), a affirmé que le défi aujourd'hui était aussi de gagner la bataille de la

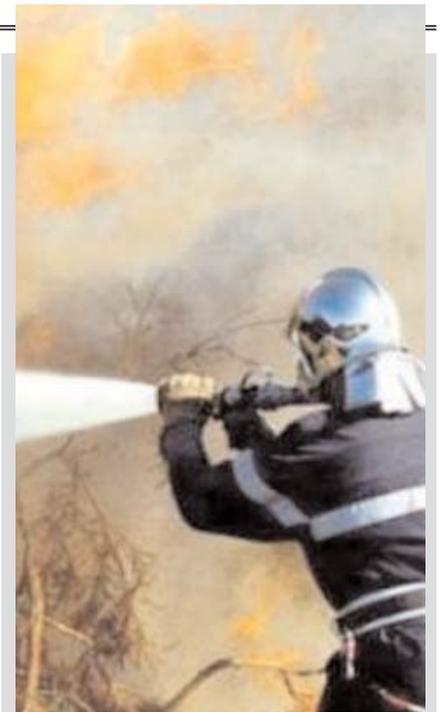
qualité et préserver l'image de marque de cette entreprise.

Nouveau plan de charge pour consolider la stratégie de relance industrielle

En plus de ses clients habituels dont les entreprises spécialisées dans l'industrie mécanique (l'Entreprise des tracteurs agricoles (Etrag), et la Société nationale des véhicules industriels (Snvi), entre autres), German vient de décrocher un plan de charge de «grosse facture» avec une des filiales de Sonatrach, spécialisée dans les travaux de forage et de puits, a fait savoir le même responsable.

Des outils de forage d'une complexité extrême sont actuellement usinés à German, s'appuyant sur un savoir-faire en la matière bien avéré, a-t-il souligné, rappelant que des outils mécaniques de pointe utilisés par l'Armée nationale populaire (ANP) sont également usinés dans cette entreprise.

S'étendant sur une surface de 14,5 ha, German a bénéficié d'un programme d'extension de 6 000 m² destiné à recevoir les nouvelles machines d'usinage de pièces de moteurs, a annoncé le même responsable, précisant qu'une enveloppe financière de 256 millions de dinars a été dégagée pour la concrétisation de cet investissement devant conforter les pas de cette unité sur la voie de la relance industrielle. **R. N.**



Feux de forêts

6 700 hectares partis en fumée

Par Rachid Chihab

Le premier bilan des feux de forêts qui font ravage depuis le début de l'été vient de tomber. En effet, plus de 6 700 ha ont été ravagés par 1 058 feux de forêts enregistrés au niveau national durant la période du 1^{er} juin au 3 août 2016, selon un bilan rendu public jeudi par la Direction générale des forêts (DGF).

Durant cette période, une superficie totale de 6 735 ha a été dévastée par 1 058 incendies, dont 2 175 ha en forêts, 2 024 en maquis et 2 536 ha en broussaille.

La DGF précise, en outre, que durant la même période, une moyenne de 16 foyers d'incendie a été enregistrée par jour. Cette moyenne illustre parfaitement la gravité de la situation dans un pays déjà fortement exposé aux aléas des changements climatiques qui favorisent la sécheresse et l'avancée du désert vers les régions du nord du pays.

Les wilayas de Béjaïa, Sidi Bel Abbès, Souk Ahras, Tlemcen, Boumerdès, Tizi Ouzou, Biskra, Jijel, Blida et Tipasa sont les plus touchées par ces incendies, note la même source, ajoutant que la région de l'Est arrive en tête de ce bilan macabre avec 3 601 feux de forêts, suivie de celles du Centre et de l'Ouest avec respectivement 1 863 et 1 270 incendies.

La DGF assure, d'autre part, que le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts, mis en place depuis le 1^{er} juin, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, le 31 octobre 2016.

Elle exhorte les citoyens, notamment les populations riveraines, à observer «plus de vigilance» et apporter leur contribution sur le plan de la prévention et de l'intervention, du fait des risques persistant durant cette période. Les décharges sauvages ainsi que l'imprudence et l'incivisme sont à l'origine de la quasi-totalité des départs de feux. Les départs naturels du feu sont un phénomène exceptionnel qui se produit très rarement. Le comble cette année, c'est que même les régions d'extrême Sud n'ont pas été épargnées. A titre d'exemple, les Oasis dans la région de In Salah ont été ravagées par le feu le mois dernier. Plus de 30 exploitations agricoles ont été ravagées par les flammes.

R. C.

Prix du pétrole

Le Brent à 43,82 dollars à Londres

Les cours du pétrole ont baissé hier, après avoir nettement rebondi la veille pour une deuxième séance consécutive sur fond de réduction des stocks d'essence aux Etats-Unis.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 43,82 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en repli de 47 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre lâchait 41 cents à 41,52 dollars.

«Les prix du pétrole sont de nouveau en retrait (ce vendredi) après avoir nettement grimpé en fin d'échanges américains jeudi, bien que le Brent comme le WTI soient sur une voie ascendante», galvanisés par la baisse plus importante que prévu des stocks d'essence enregistrée

plus tôt cette semaine, commentait Augustin Eden, analyste chez Accendo Markets.

Après avoir connu un très mauvais mois de juillet, marqué par des inquiétudes sur le niveau toujours élevé de l'offre d'or noir, les cours semblent montrer depuis mercredi des velléités de rebond, malgré quelques hésitations, le recul surprise des réserves américaines d'essence leur ayant donné une raison suffisante de renouer avec un certain optimisme.

«Si l'on compare avec leurs plus bas du milieu de semaine, les prix ont ainsi gagné près de trois dollars par baril» relevaient les analystes de Commerzbank, qui attribuaient essentiellement cette progression à des achats à bon compte après

que les statistiques du département américain de l'Energie (DoE) publiées mercredi dernier ont pris les investisseurs par surprise.

«Clairement, de nombreux acteurs du marché ont été pris au dépourvu par la hausse des prix à la suite de la publication des données sur les réserves pétrolières américaines mercredi, alors qu'ils avaient parié sur un nouveau recul des prix», expliquaient les experts de Commerzbank.

Avant de rebondir en milieu de semaine, les cours du Brent et du WTI étaient tombés respectivement mardi et mercredi jusqu'à 41,51 dollars et 39,19 dollars le baril, des plus bas en trois mois et demi. Par ailleurs, «des informations ayant fait état d'une modeste baisse des stocks

au terminal pétrolier de Cushing (Oklahoma, Centre-Sud) durant la semaine allant jusqu'au 2 août ont compensé le renforcement du dollar et des chiffres montrant que la production de pétrole brut irakien a augmenté le mois dernier jusqu'à 4,6 millions de barils par jour», notait Stephen Brennock, analyste chez PVM.

Selon M. Eden toutefois, la reprise des cours pourrait être compromise à court terme si le dollar s'apprécie davantage dans le sillage du rapport mensuel officiel sur l'emploi américain et après la publication par le groupe privé Baker Hughes du décompte hebdomadaire des puits de forage en activité aux Etats-Unis.

Reda A.

Pour stabiliser les cours du pétrole

Le Venezuela veut réunir les pays producteurs et exportateurs

Le Venezuela tente d'organiser une réunion entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et les producteurs extérieurs à l'Opep pour stabiliser les cours du brut, a annoncé jeudi le président Nicolas Maduro.

«Nous faisons les démarches pour que très bientôt nous ayons une nouvelle réunion des pays producteurs et exportateurs de l'Opep et ceux qui ne sont pas dans l'Opep, Russie en tête, en tant que plus gros producteur de pétrole et exportateur hors-Opep», a déclaré le dirigeant vénézuélien lors d'une allocution télévisée.

Le ministre vénézuélien du Pétrole,

Eulogio del Pino, a pour cela commencé à dialoguer avec le nouveau secrétaire général de l'organisation, le Nigérian Mohammed Barkindo.

L'objectif de cette rencontre est de «stabiliser (le cours) autour de 40 et plus, 50, 60» dollars par baril, a expliqué M. Maduro, dont le pays est membre de l'Opep.

«Cela n'est pas un problème juste de Maduro, c'est un sujet national et international de premier ordre. Nous avons lancé une bataille terrible pour stabiliser» les prix du pétrole, en chute depuis de longs mois, a-t-il souligné.

Le baril de brut vénézuélien, qui était tombé en avril à 30 dollars, s'est repris

en juin pour atteindre les 40 dollars, mais jeudi il s'établissait à 33,50 dollars, selon le chef de l'Etat.

Depuis l'an dernier, le Venezuela, très dépendant du pétrole, plaide pour un gel de la production mais ses efforts ont échoué face à la stratégie saoudienne de laisser le marché se réguler en écartant les producteurs les moins compétitifs.

Le brut apporte 96% des devises du pays et la chute du pétrole a fait s'effondrer son économie, avec désormais une pénurie d'aliments et médicaments et une inflation considérée comme la plus élevée au monde, à 180,9% en 2015.

Reda A.

Complexe gazier de Tiguentourine La pleine capacité de production retrouvée

Le complexe gazier de Tiguentourine a retrouvé sa «pleine capacité de production» avec le redémarrage récent du Train 3 qui intervient après la remise en marche des Trains 1 et 2 en 2013, a affirmé jeudi Sonatrach dans un communiqué.

«Sonatrach annonce le redémarrage à compter du 27 juillet 2016 du Train 3 du site de Tiguentourine après l'achèvement des opérations de réparation et de contrôle d'intégrité des installations», précise la compagnie nationale des hydrocarbures.

«Après la remise en marche des Trains 1 et 2 en 2013, le complexe de Tiguentourine retrouve ainsi sa pleine capacité de production avec le démarrage du Train 3», note le communiqué.

L'augmentation de la capacité de traitement du complexe de Tiguentourine se traduira, dès le démarrage du projet de compression d'In Amenas (IACP), par «un accroissement de plus de 50% de la production actuelle, soit une évolution globale de l'ordre de 60 000 barils équivalents pétrole par jour», souligne la même source.

Le Train 3, rappelle Sonatrach, a été particulièrement endommagé lors de l'attaque terroriste qui avait visé le complexe de Tiguentourine en janvier 2013.

«Prise en charge par une compétence algérienne très professionnelle et consciente des enjeux, l'opération de réhabilitation a été une réussite totale du point de vue économique et politique pour notre pays, pour Sonatrach et pour ses partenaires», soutient la compagnie.

En outre, Sonatrach se félicite de l'esprit de solidarité et d'engagement dont ont fait preuve son personnel et celui de ses partenaires durant toute l'opération de réhabilitation.

Bilal L.

Dans la wilaya d'El Oued Plus de 1 540 ha réservés à de nouveaux projets d'investissement

Un foncier industriel d'une surface de 1 546 ha a été consacré à la concrétisation de nouveaux projets d'investissement dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM).

Cette assiette foncière extensible est répartie sur la Zone industrielle (ZI) de la région El Foulia, dans la commune de Guemar, qui occupe une superficie totale de 400 ha, ainsi que sur 14 anciennes Zones d'activités (ZA) avec 955 ha, s'ajoutant ainsi à la douzaine de nouvelles ZA déjà créées dans les différentes collectivités de la wilaya, a-t-on précisé.

Ces projets (plus de 519) qui ont été déjà approuvés par le secteur, durant l'année écoulée et le premier semestre 2016, concernent divers créneaux économiques, notamment l'industrie agroalimentaire, qui connaît un nouvel essor dans cette wilaya frontalière, et le tourisme, un secteur en plein développement ces dernières années, a-t-on ajouté de même source. Dans le but de booster les activités de la PME, la DIM s'emploie à transférer toutes les petites entités activant dans le tissu urbain vers les ZA, au titre d'un plan d'action visant à donner un nouveau souffle à l'activité industrielle dans cette wilaya, signale-t-on. Les autorités de la wilaya d'El Oued ont appelé les présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) à réfléchir à la création de nouvelles ZA dans le souci de répondre aux attentes des porteurs de projets d'investissement, a-t-on signalé.

R. E.

Selon le FAO

Les prix mondiaux des produits alimentaires en légère baisse

Les prix mondiaux des produits alimentaires de base ont connu une légère baisse en juillet, après cinq mois de hausses consécutives, indique jeudi un rapport de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié sur son site Web.



L'Indice FAO des prix des produits alimentaires en juillet affichait une baisse de 0,8% par rapport à juin dernier et un recul de 1,4% par rapport à juillet 2015.

La baisse générale de l'Indice s'explique en grande partie par la chute des cotations internationales pour les céréales et les huiles végétales, qui ont plus que compensé l'augmentation des prix des produits laitiers, de la viande et du sucre, indique l'organisation.

L'indice des prix des céréales a chuté de 5,6% à la suite d'une forte baisse des prix du maïs, un phénomène facilité par des conditions climatiques plutôt favorables dans les principales régions productrices aux Etats-Unis, le plus grand producteur et exportateur de maïs au monde.

Les prix du blé ont également enregistré une baisse, cette fois principalement due à l'abondance des réserves mondiales et à des perspectives favorables concernant les disponibilités à l'exportation dans la région de la mer Noire.

A l'inverse, avec les disponibilités en riz qui diminuent, son prix a augmenté.

En baisse pour le troisième mois consécutif, l'Indice FAO des prix des huiles végétales a chuté de 2,8% par rapport à son niveau de juin. Selon la FAO, la baisse est principalement liée au prix de l'huile de palme qui a atteint son plus bas niveau en cinq mois, et qui s'explique notamment par une relance saisonnière de la production en Asie du Sud-Est et par le faible niveau de la demande mondiale d'importations.

Les prix internationaux du soja, de l'huile de tournesol et de colza ont également été revus à la baisse compte tenu des dernières perspectives d'approvisionnements. Pour ce qui est des produits laitiers, l'indice des prix a augmenté de 3,2%, avec les prix du beurre qui ont enregistré la plus forte hausse du groupe.

L'Indice FAO des prix de la viande a augmenté de 1,3% depuis juin. Les cotations pour l'ensemble des produits de viande se maintiennent, favorisées, entre autres, par une baisse de la production de

viande bovine et ovine en Océanie.

La demande internationale de viande reste élevée et est soutenue par une reprise des achats en Chine et par des importations régulières en provenance de plusieurs autres pays d'Asie.

H. A.

Au lendemain de l'accident d'Emirates

Trafic perturbé à l'aéroport de Dubaï

Le trafic aérien à l'aéroport international de Dubaï, l'un des plus actifs au monde, continuait d'être perturbé jeudi, au lendemain de l'accident à l'atterrissage d'un Boeing 777-300 d'Emirates, ont annoncé la compagnie et l'opérateur Dubai Airports.

Mercredi, les 300 personnes à bord de l'appareil, en provenance d'Inde, et qui a pris feu après l'atterrissage, ont pu être évacuées saines et sauvées mais un sapeur-pompier de nationalité émiratie a été tué lors des opérations de secours. Dubaï Airports a annoncé, dans un communiqué, l'annulation, depuis l'accident, de 237 vols au départ et à l'arrivée. 24 autres vols ont été déviés sur des aéroports voisins, a ajouté l'opérateur en pariant sur un retour à la normale dans les 48 h. Il a ajouté que l'aéroport de Dubaï continuait de fonctionner, n'utilisant que l'une de ses deux pistes. En ce qui concerne ses propres opérations, la compagnie Emirates, qui appartient à l'émirat de Dubaï, a indiqué que ses « vols seraient perturbés pendant les prochaines 36 h », en rappelant que l'aéroport avait été fermé pendant six heures mercredi dernier. Elle a précisé avoir annulé 27 vols mercredi et dévié 23 autres, ce qui a affecté plus de 23 000 de ses passagers. Les enquêteurs s'emploient à récupérer les boîtes noires. Les débris de l'appareil doivent être déplacés dans un hangar pour analyse, a ajouté l'aviation civile. Les documents de l'avion et ceux des pilotes ont été sécurisés et un rapport préliminaire sur les raisons de l'accident doit être publié dans un mois, a-t-elle ajouté.

R. I.

Publicité

Bordj Bou Arréridj

Mise en exploitation du port sec de Tixter

Le port sec de la commune de Tixter (25 km à l'ouest de Bordj Bou Arréridj) a été mis en exploitation jeudi en présence des autorités locales civiles et militaires.

Lors de la cérémonie de mise en exploitation de cette nouvelle structure, le directeur régional des Douanes, Mohamed Dahmane, a précisé à l'APS, que le port sec, le premier du genre dans la région des Hauts-Plateaux, constitue également une zone logistique extra portuaire.

Dans une première phase, a-t-il ajouté, cette zone logistique extra portuaire réceptionnera des convois de marchandises provenant du port de Béjaïa uniquement à travers la voie ferroviaire, soulignant que cette structure concrétisée est inscrite dans le cadre du plan stratégique 2016-2019 visant le rapprochement de l'administration des opérateurs économiques et la facilitation des procédures douanières.

La zone logistique extra portuaire qui s'étend sur plus de 20 ha est considérée comme un prolongement au port de

Béjaïa. Elle vient de recevoir un premier convoi composé de 15 containers de marchandises.

Soulignant l'apport de cette zone logistique extra portuaire dans le désengorgement des ports commerciaux de la région, dans la réduction des délais d'attente des navires en rade et également dans la diminution des coûts des opérations commerciales des importateurs et des exportateurs, le directeur régional des Douanes a précisé que cette zone est dotée de toutes les commodités devant lui permettre d'assurer pleinement son rôle.

De son côté, le directeur général adjoint de l'entreprise portuaire de Béjaïa, Abdelaziz Tazarout, a indiqué que 30 jeunes de la localité de Tixter ont suivi une session de formation de trois mois au port de Béjaïa avec l'objectif de créer un premier noyau devant assurer le bon fonctionnement de cette zone logistique extra portuaire laquelle devra proposer prochainement 250 postes d'emplois directs, a-t-on rappelé.

R. M.

Office des établissements de jeunes de Souk Ahras

Grand flux de jeunes aux espaces de distraction

Les espaces de distraction qu'offre l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de Souk Ahras connaissent un grand flux de jeunes en quête de détente et de loisirs, en cette période de grande chaleur, a-t-on constaté jeudi à travers les différentes Maisons de jeunes, complexes sportifs de proximité et les salles omnisports de cette wilaya frontalière.



Ces espaces offrent différentes animations à travers les clubs des arts plastiques, des arts dramatiques et d'autres activités scientifiques, sportives et de distraction lesquelles constituent "une alternative" pour des milliers de jeunes de cette wilaya.

Les structures de l'ODEJ comptent plus de 8.500 jeunes adhérents dont l'âge oscille entre 6 ans et 35 ans affirmant les responsables, soulignant qu'à l'occasion de la saison estivale, ces établissements ouvrent à "occuper" le temps des jeunes à travers plusieurs concours et tournois proposés, et des

"récompenses" pour encourager à la participation.

Pour cet été, l'OdeJ offre, dans le cadre du plan bleu, près d'un millier de jeunes adhérents des 46 établissements de jeunes opérationnels à travers la wilaya, des sorties en mer, aux plages d'El Tarf, d'Annaba et de Skikda, a-t-on ajouté de même source.

Par ailleurs, la même source a indiqué que 99% des structures de jeunes de cette wilaya frontalière sont aujourd'hui connectées au réseau d'internet, notamment les régions de l'extrême sud à l'instar d'Oued El Kebrit, Oum Laâdaïm et Targuèl.

Dans ce contexte, la même source a détaillé que les 46 établissements de jeunes de la wilaya sont dotés de 400 micro-ordinateurs offrant des services à des prix symboliques ne dépassant pas les 20DA par heure.

L'ODEJ de Souk-Ahras dispose d'un site électronique, activé récemment pour permettre aux jeunes d'émettre leurs préoccupations et de faire également des propositions pour une meilleure prise en charge de leurs problèmes, a-t-on encore noté.

Pour sa part, la direction de la Jeunesse et des sports (DJS) oeuvre à pro-

mouvoir les stades de proximité au nombre de 115 répartis à travers les 26 communes de la wilaya pour répondre aux besoins actuels des jeunes, a-t-on souligné de même source, rappelant la livraison dernièrement à la ville de Souk-Ahras, d'une salle de sports dédiée aux arts martiaux.

Cette nouvelle infrastructure sportive qui s'étend sur une surface de 1.500 m², a nécessité un investissement de 127 millions de dinars et dispose de différentes commodités nécessaires pour un exercice adapté, a-t-on encore

Bilal L.

Constantine

Ouverture prochaine d'un centre spécialisé dans la rééducation des mineurs

L'ouverture d'un centre spécialisé de rééducation de jeunes garçons mineurs, en phase d'achèvement à la nouvelle ville Massinissa, dans la commune d'El Khroub (Constantine) est prévue pour la fin de l'année, a indiqué jeudi à l'APS une responsable de la direction de l'Action sociale (DAS). Premier du genre dans la wilaya, cet établissement dont les travaux de réalisation affichent un taux d'avancement de 95 %, est destiné à accueillir 120 pensionnaires, a précisé Roumayssa Benhamlaoui, responsable de la cellule de communication et de l'information à la DAS. L'établissement, est destiné à la prise en charge des mineurs en conflit avec la loi et confiés par les juges des mineurs des tribunaux des daïras de Constantine, d'El Khroub et de Zighoud Youcef par ordonnance de placement, a-t-elle expliqué. Le centre dont la mission est la rééducation de cette frange de la société, prendra en charge ces jeunes qui ont commis des délits allant du vol, d'agression, de rixe, de coups et blessures volontaires, d'usage de stupéfiants ou psychotropes ou encore attentas à la pudeur, a-t-elle ajouté, soulignant que le mode de prise en charge concerne plusieurs volets en l'occurrence les domaines social, éducatif et psychologique.

L'entrée en exploitation de cette structure permettra d'épargner le déplacement des jeunes de cette frange sociale, actuellement prise en charge dans des centres de wilayas limitrophes dont Tébessa et d'Oum El Bouaghi, a-t-elle encore dit.

Le futur centre spécialisé de rééducation de jeunes garçons mineurs constituera un espace d'observation de ces jeunes, sanctionné à l'issue de la durée de "séjour" par un rapport détaillé établi par les éducateurs et adressé aux juges des mineurs afin de prendre des mesures de protection adéquates lors de leur passage en audience, a fait remarquer la même source, signalant que l'abandon des parents, le délaissement et le manque de communication dans la famille sont les facteurs primordiaux qui ont favorisé la hausse de ces phénomènes sociaux.

Cette structure qui comprendra des ateliers de formation et d'apprentissage de différents domaines à savoir l'informatique, l'artisanat, le sport, l'art et la culture est considérée comme "un véritable acquis" pour la wilaya.

Depuis 2015, plus de 150 jeunes garçons mineurs de Constantine ont été placés dans des centres similaires de régions limitrophes par manque d'institutions de ce genre à l'échelle locale, a-t-on encore précisé des services de la direction de l'action sociale.

R. O.

Investissement privé

Création de lieux de détente dans le périmètre des barrages

Le Directeur général de l'Agence nationale des barrages et des transferts, Arezki Berraki, a annoncé jeudi à Bouhnia, dans la wilaya de Mascara, l'ouverture de ce secteur à l'investissement privé pour créer des lieux de détente et de loisirs dans le périmètre de ces ouvrages hydriques.

Procédant, au niveau du barrage de Bouhnia, au lancement d'une campagne nationale de sensibilisation contre la baignade dans ces ouvrages hydriques, il a expliqué que cette décision vise à créer des lieux de détente, de loisirs et de villégiature au niveau de ces sites se distinguant par leur beauté. Ces investissements permettront également la création de la richesse et de centaines d'emplois directes et indirectes, a ajouté le même responsable. Arezki Berraki a, à cette occasion, mis en exergue les dangers que représente la baignade dans ces ouvrages hydriques, rappelant que 82 cas de noyade ont été enregistrés, ces cinq dernières années, au niveau des différents barrages du pays. Cette campagne de sensibilisation a été organisée au profit de 350 enfants représentant le mouvement des scouts SMA et différentes associations nationales et locales.

A cette occasion, une pièce de théâtre traitant des risques encourus par les jeunes baigneurs dans les barrages a été présentée par une troupe de petits enfants. L'assistance a été également conviée à visiter une exposition de photos et de dessins dédiés à cette question.

Enfin, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Mascara ont simulé au niveau du barrage de Bouhnia une opération de sauvetage d'un noyé.

R. T.

Complexe Les Andalouses

Le beach rugby crée l'animation

Le beach rugby, avec un challenge et une exhibition, a créé une sympathique animation mercredi et jeudi sur la plage du complexe touristique "Les Andalouses" d'Oran, au grand bonheur des estivants.

Plus de 300 participants âgés de 12 à 50 ans, hommes et femmes ont eu droit jeudi à une initiation à la pratique de ce sport, dans un esprit convivial et détendu. Une animation ouverte qui a permis aux estivants de découvrir les différentes techniques du rugby de façon ludique lors d'un parcours chronométré. Passes, plongeurs, ... ont été au rendez-vous de cette exhibition. Une occasion pour les adultes et les enfants de partager des moments conviviaux et de s'initier aux valeurs éducatives et éthiques du rugby. La première journée du mercredi destiné au challenge de beach rugby a regroupé des formations

de M'sila, Alger, Arzew et le club "Stade oranais", en présence du directeur technique national, Sahraoui Mohamed. Sous un soleil de plomb, huit équipes de 5/5 ont joué leurs places en finale etant leur savoir-faire. Le tournoi s'est joué jusqu'à la tombée de la nuit et a été finalement remporté par l'équipe d'Arzew.

Selon le président de la ligue oranaise de rugby, Saad Ahmed, "l'objectif du beach rugby est de montrer que cette discipline sportive est à la portée de tous".

"Nous avons assisté à un challenge disputé, mais il ne faut pas oublier que le plus important est de susciter l'envie chez les jeunes pour pratiquer cette discipline", a-t-il souligné ajoutant "nous sommes ravis que les estivants aient pris part en grand nombre à cette initiative de vulgarisation de cette de ce jeu

dérivé du rugby qui se pratique à cinq joueurs".

Le plaquage, qui est interdit, est remplacé par le toucher. Il s'agit avant tout d'une rencontre conviviale, axée sur le partage autour du ballon ovale, a-t-on expliqué.

Ce rendez-vous sportif de deux jours à été organisé par la ligue de rugby de la wilaya d'Oran en collaboration avec la Fédération algérienne de rugby et le soutien du comité olympique algérienne (COA) et l'Institut national de formation sportive "Ahmed Zabana" d'Ain El Turck (Oran).

Des exhibitions en rugby au profit des jeunes de colonies de vacances auront lieu le 10 août courant sur le même lieu du complexe "Les Andalouses", a-t-on appris des organisateurs.

R. B.

Mila

Attribution de 1 047 logements publics locatifs et participatifs

Les clés de 1 047 logements publics locatifs et participatifs ont été attribuées jeudi dans huit communes de la wilaya de Mila dans une ambiance festive, a-t-on constaté.

La cérémonie d'attribution de 447 logements locatifs et 570 autres participatifs, réalisés par trois (3) promoteurs publics et six (6) privés, a été présidée par le wali, Abderrahmane Madani Fouatih.

Cette opération d'envergure a vu, au chef lieu de wilaya, l'attribution d'un lot de 131 logements sociaux participatifs (LSP), 32 logements publics locatifs (LPL) et 40 autres unités réalisées sous la formule du Fonds national de péréquation des Œuvres sociales (FNPOS).

Dans le cadre de la même opération, 110 logements LPL ont été attribués dans la commune de Chighara, aux côtés de 359 unités LSP à Grarem Gouga, 40 logements LPL dans la localité de Hemala, 160 unités LPL à Ain Melouk et 40 autres du FNPOS à Tadjenanet, au sud du chef lieu de wilaya, a-t-on détaillé.

Le chef de l'exécutif local a mis en exergue, lors de la cérémonie, les efforts considérables déployés par l'Etat dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de la population, ajoutant que 1870 unités de logements publics locatifs et participatifs "seront réceptionnés en décembre prochain".

Dans une déclaration à l'APS, le wali a indiqué que le taux d'occupation par logement (TOL) dans la wilaya de Mila a connu "une amélioration" et sera diminué à la fin de l'année en cours "à moins de 4 personnes par habitation".

M. Madani Fouatih a également ajouté que ses services oeuvrent à mobiliser des sources de financement afin de concrétiser des projets d'acheminement des différents réseaux pour 13.000 foyers en cours de construction dont 4.000 logements achevés.

Le wali de Mila a souligné, dans ce contexte, qu'une enveloppe financière



de l'ordre de 53 milliards de dinars est nécessaire pour finaliser ces chantiers avec l'aménagement extérieur.

Les bénéficiaires de ces appartements neufs répartis sur plusieurs communes ont exprimé leur satisfac-

tion quant à cette initiative.

"J'ai bénéficié d'un logement et ceci met fin à des années de galère de location à prix fort", a déclaré à l'APS une dame, mère de quatre enfants.

R. K.

ANEM de l'ouest du pays

Plus de 26 000 placements réalisés

Plus de 26.130 demandeurs d'emploi ont été placés à travers cinq wilayas de l'Ouest du pays durant le premier semestre 2016 par le biais de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a-t-on appris jeudi auprès de la direction régionale de cet organisme à Oran.

Plus exactement, 26.136 placements classiques ont été réalisés du 1er janvier au 30 juin derniers dans les cinq wilayas relevant de la direction régionale Ouest de l'Anem, en l'occurrence Oran (11.149 placements), Tlemcen (6.552), Sidi Bel Abbas (3.133), Mostaganem (2.864) et

Ain Temouchent (2.438), a précisé à l'APS le directeur régional de cet organisme, Abdelhamid Benachiba, qualifiant ces résultats de "très encourageants".

Environ 103.308 demandes d'emploi ont été enregistrées dans les wilayas citées alors que seules 31.965 offres ont été reçues.

La wilaya d'Oran a largement dépassé ses objectifs fixés à quelque 9.000 placements de demandeurs, soit une moyenne de 1.500 placements à réaliser mensuellement.

Cette wilaya représente, selon M.

Benachiba, "un vrai bassin d'emploi dans la région de part sa vocation industrielle et touristique". "Toutefois, beaucoup reste à faire dans d'autres wilayas. Nous devons favoriser principalement le système de prospection pour la collecte de postes d'emploi", a-t-il relativisé.

Pour M. Benachiba, ces réalisations ne sont pas fortuites car elles sont les résultats d'un travail de longue haleine déployé par les cadres de l'Anem en matière de sensibilisation, d'information et de modernisation des moyens de travail.

L'introduction, en 2015, de "Wassit", un système d'information destiné à moderniser les services de l'ANEM, a beaucoup facilité le travail des agents et formateurs de l'Agence puisqu'il visait à assurer un meilleur traitement des demandes et offres d'emploi, estime-t-on.

Ce nouveau système a été introduit dans le but d'améliorer la prise en charge des jeunes demandeurs d'emploi et de répondre au mieux aux besoins des employeurs en matière de main-d'œuvre qualifiée, "et les résultats sont là", a conclu le même responsable.

R. A.

Alger

Coupeure de courant électrique dans plusieurs communes

■ Une coupure du courant électrique a touché plusieurs quartiers dans nombre de communes d'Alger en raison d'une panne d'un réseau électrique de haute tension, a indiqué un communiqué de la direction de distribution d'électricité et de gaz d'El Harrach.

Il s'agit d'une coupure du courant électrique qui a duré de 5h à 7,42 dans plusieurs quartiers situés dans les communes d'Aïn Taya, Heraoua, Bordj el Bahri et une partie de Bordj el Kiffan-Derguena, précise le communiqué.

Selon la même source, la coupure est due à "une panne dans le réseau électrique de haute tension (60 kilowatts) régi par la société de gestion des réseaux de distribution d'électricité".

Concernant les préoccupations des clients de Sonelgaz résidant à la cité El Hamiz, le problème constaté en 2015, a été pris en charge. Il est question d'un endommagement au niveau de la cellule de moyenne tension au centre de distribution d'électricité de la même région, poursuit le communiqué qui souligne que la cellule en question a été remplacée par une autre ainsi que l'ensemble des équipements du centre d'El Hamiz en juillet dernier.

S'agissant des perturbations enregistrées ces derniers jours dans la même région, la direction de Sonelgaz a imputé cela à deux faits ayant touché leurs réseaux.

Le premier concerne les travaux de forage menée par une société privée dans le périmètre intérieur du siège générant ainsi un arrachement des câbles électriques souterrains de moyenne tension. Le second est du, quant à lui, à un endommagement d'un câble électrique de moyenne tension qui alimente El Hamiz en raison d'une construction entamée par un citoyen. Une plainte a été déposée auprès des services de sûreté d'El Hamiz.

Par ailleurs, la direction de Sonelgaz a enregistré la chute d'un pylône électrique de moyenne tension au niveau de la même agglomération après avoir été percuté par un camion. Ce dernier a été changé mercredi.

La direction de distribution de Gué de Constantine a rappelé à l'adresse de ses clients n'ayant pas reçu de factures de gaz et d'électricité qu'ils étaient tenus de régler avant la rentrée sociale 2016/2017.

H. R.

Rétablissement des services de téléphonie et d'Internet à Zéralda

■ Les services de téléphonie et d'Internet ont été rétablis mercredi après-midi à Zéralda (Ouest d'Alger) après une coupure de trois heures, indique un communiqué d'Algérie Telecom.

"Une coupure accidentelle d'un câble en fibre optique, survenue ce mercredi à 13h30, à trois kilomètres de Staoueli, a provoqué des perturbations sur les services de téléphonie et d'Internet, principalement dans la localité de Zéralda", selon la même source, précisant que "cette coupure a été provoquée par des travaux de canalisation effectués par l'entreprise Kahrakib".

L'intervention "rapide" des équipes techniques d'Algérie Telekom a permis le rétablissement du service aux environs de 16h30, note la même source.

Riad D.

Publicité

VENDS

Médecin gynécologue vend matériel médical de bonne qualité état neuf : 7 tambours pour stérilisation, 1 seringue d'hystérogaphie, 2 boîtes de bougies métalliques de hegar, curettes urinoirs en inox, spéculums pincées de museux et autres porte-aiguilles, valves vaginales, lames malléables, forceps, canules d'aspiration et de novak, pèse-personne avec toise otoscope.

Contactez le : 0661 77 70 34 / 021 63 31 89

CONFLITS ▶▶

Syrie

Le Hezbollah craint un statu quo jusqu'à l'élection US

La partition de l'Irak et de la Syrie est une possibilité à ne pas écarter et l'approche de l'élection présidentielle aux Etats-Unis gèle les perspectives d'une solution au conflit syrien, estime le n°2 du Hezbollah.



Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du groupe chiite libanais soutenu par l'Iran, dont la branche militaire combat aux côtés des troupes de Bachar al Assad, affirme également, dans une interview à Reuters, que la prise d'Alep n'est pas un objectif immédiat des forces loyalistes.

«Sur le terrain et au vu des interventions régionales et internationales, je n'exclus pas que l'une des idées proposées soit de

parvenir à une forme de partition de ces deux pays, mais le projet aboutira-t-il ?», déclare-t-il.

«Jusqu'à présent, les forces qui veulent l'unité de l'Irak et de la Syrie sont en mesure d'empêcher cette idée de partition, mais nous devrions rester préoccupés par la possibilité que certains pays poussent ces deux pays, ou l'un des deux, vers une partition.»

Selon le n°2 du Hezbollah, le président syrien Bachar al Assad est le meilleur rem-

part contre ce scénario.

«Avec le président Assad, la solution peut être logique et rationnelle, dans la définition de paramètres politiques donnant sa part à l'opposition et sa part au régime. Il pourrait y avoir une coordination qui permettrait de remettre les choses en ordre et de rétablir l'autorité en Syrie.»

Mais, ajoute cheikh Kassem, «l'administration américaine est convaincue que la période de l'élection présidentielle à venir

est du temps perdu, qu'elle peut attendre qu'un nouveau président entre en fonction. Alors, les perspectives d'une solution ou d'une prolongation de la crise seront claires».

Il juge que les «sacrifices» du Hezbollah, qui a perdu des centaines de combattants en Syrie, valent la peine, car ils ont, selon lui, empêché le groupe Etat islamique de prendre le contrôle de la Syrie et de s'étendre au Liban.

A propos d'Alep, divisée depuis plusieurs années entre secteurs sous contrôle rebelle et zones tenues par les forces gouvernementales, l'adjoint de Hassan Nasrallah assure que la reconquête de la ville «reste l'un des objectifs de l'Etat syrien et ses alliés». «Mais nous ne sommes pas tenus par un calendrier», souligne-t-il.

«Le principal objectif était de couper la route entre Alep et Idlib», assure le n°2 de l'organisation chiite libanaise.

Reuters

Deux enfants tués lors d'un bombardement

Deux enfants ont été tués et d'autres ont été blessés jeudi dans deux camps de déplacés bombardés vraisemblablement par des avions russes dans la province septentrionale d'Alep en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

«Des avions militaires vraisemblablement russes ont mené huit raids sur une zone où se trouvent deux camps de déplacés à Atareb à l'ouest de la ville d'Alep», selon le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane, cité par l'AFP.

«Plusieurs de ces raids ont touché les deux camps, causant la mort de deux enfants et blessant une trentaine d'autres», a-t-il précisé ajoutant que «10 tentes avaient brûlé». Les déplacés ont fui vers des champs à proximité dès la première frappe, a ajouté M. Abdel Rahmane, selon qui un des camps comptait 32 tentes et l'autre 20. Ce n'est pas la première fois que les raids aériens touchent des camps de déplacés en Syrie. Début mai, 28 civils au moins avaient été tués par un raid sur un camp de déplacés dans la province d'Idlib (nord-ouest). La Russie mène depuis septembre dernier des raids selon elle visant le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI-Daech) et d'autres groupes extrémistes en Syrie. Une coalition dirigée par les Etats-Unis mène, pour sa part, des raids aériens contre l'organisation terroriste EI en Syrie depuis septembre 2014.

H. R.

Yémen

La coalition arabe admet des erreurs dans des frappes

La coalition arabe menée par l'Arabie saoudite a reconnu jeudi des erreurs dans deux bombardements sur huit condamnés par l'ONU pour avoir visé des civils au Yémen, un pays où elle intervient militairement depuis mars 2015.

«Nous avons trouvé des manquements dans deux cas mais pour le reste, le droit international humanitaire a été respecté», a déclaré lors d'une conférence de presse à Ryadh, Mansour al-Mansour, le porte-parole d'une commission d'enquête mise en place par la coalition arabe.

Cette commission formée de 14 membres issus des pays de la coalition (Bahreïn, Koweït, Qatar, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Yémen) a enquêté sur des accusations d'attaques contre des zones résidentielles, des hôpitaux, des marchés, un mariage et des camions du Programme alimentaire mondial (PAM).

Elle a conclu que la coalition qui intervient en soutien au gouvernement yéménite contre les rebelles chiites Houthis a «par erreur»

frappé un complexe résidentiel dans la ville portuaire de Mokha après avoir reçu «des renseignements imprécis».

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) avait condamné «un apparent crime de guerre» et affirmé que le bombardement avait tué au moins 65 civils en juillet 2015.

La Commission a également jugé que la coalition avait commis des erreurs lors des frappes aériennes qui avaient visé un hôpital géré par Médecins sans Frontières (MSF) à Haydan (nord) en octobre 2015.

Tout en accusant les rebelles d'avoir utilisé l'hôpital pour se cacher, la Commission a estimé que la coalition aurait dû informer MSF qu'elle allait viser le bâtiment. Le bombardement n'avait pas fait de victimes, le centre de soins n'abritant pas de patients cette nuit-là. En revanche, la commission d'enquête a estimé que la coalition n'avait pas commis de faute dans six autres bombardements controversés dont ceux qui avaient visé l'année dernière des camions

appartenant au PAM. Selon le porte-parole, l'organisation internationale n'avait pas indiqué clairement sur ses véhicules qu'ils lui étaient liés. Le conflit au Yémen a fait plus de 6.400 morts. A la suite d'un rapport de l'ONU concluant que la coalition était responsable de la mort de 60% des 785 enfants tués au Yémen l'an dernier, la coalition avait été inscrite en juin sur une liste noire onusienne des gouvernements et entités ne respectant pas les droits des enfants.

L'Arabie saoudite, qui dément ces accusations, avait forcé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à revenir sur cette décision en menaçant, selon des diplomates, de réduire les financements saoudiens aux agences de l'ONU.

A la suite de négociations entre l'ONU et des responsables saoudiens, le royaume avait informé M. Ban que la coalition acceptait de partager avec l'ONU les conclusions de dix enquêtes sur d'éventuelles victimes civiles lors de frappes aériennes au Yémen.

R. I.

Pakistan

Appel à davantage de coopération pour lutter contre le terrorisme

Les participants à la Conférence des ministres de l'Intérieur de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (Asacr), tenue jeudi à Islamabad, capitale du Pakistan, ont souligné la nécessité d'une «coopération accrue» pour lutter contre le terrorisme, la cybercriminalité et le trafic de drogue dans la région.

Des ministres et des diplomates de haut niveau se sont rendus à la Conférence qui a duré

une journée et qui «s'est concentrée sur un certain nombre de domaines liés au terrorisme, au trafic de drogue, à la piraterie maritime et à d'autres sujets», selon un communiqué rendu public au terme de ce sommet régional.

L'Asacr rassemble l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal, les Maldives, le Pakistan et le Sri Lanka. Les participants ont appelé à «davantage de coopération»

entre les pays membres pour lutter contre le terrorisme, qui a été décrit comme «une menace majeure pour la sécurité de toute la région».

Etaient présents à la réunion les ministres de l'Intérieur du Bhoutan, de l'Inde et du Sri Lanka, les vice-ministres de l'Intérieur d'Afghanistan et des Maldives, et le secrétaire de l'Intérieur du Népal. Le Bangladesh était, quant à lui, représenté par son Haut commissaire basé à Islamabad.

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a déclaré à l'ouverture de la conférence, que le Pakistan était déterminé à «travailler de concert avec les pays membres de l'Asacr pour lutter contre le terrorisme, la corruption et le crime organisé».

Il a d'ailleurs précisé que le Pakistan avait accompli des «progrès remarquables» en matière de lutte contre le terrorisme, notamment par le biais de plusieurs opérations militaires majeures, et

grâce à l'application efficace du Plan d'action national contre le terrorisme.

Le ministre pakistanais de l'Intérieur, Chaudhry Nisa Ali Khan, a indiqué, au cours de la conférence, que les activités terroristes n'étaient pas limitées à l'Inde, à l'Afghanistan et au Bangladesh, et que de nombreuses attaques terroristes avaient également eu lieu au Pakistan.

R. H.

Côte d'Ivoire

Deux soldats jugés pour l'attaque terroriste de Grand Bassam

Le procès de deux soldats ivoiriens, accusés d'avoir côtoyé des jihadistes ayant participé à l'organisation de l'attaque de la station balnéaire de Grand Bassam (19 morts en mars), s'est ouvert jeudi à Abidjan devant un tribunal militaire.



Les sergents Zanga Zoumana Coulibaly et Brice Touré sont poursuivis pour "violation de consignes" et "association de malfaiteurs" pour avoir rencontré Assane Barry, dit "Sam", l'un des suspects de l'attentat. Le verdict du procès de ces deux soldats pourrait être annoncé jeudi soir, selon un des avocats de la Défense.

"Sam", chauffeur de profession, doit être poursuivi dans un autre procès devant un tribunal civil pour "crimes, terrorisme et association de malfaiteurs".

Jeudi à la barre, le sergent Coulibaly a déclaré "n'avoir rien à se reprocher". "Je n'ai

pas collaboré avec un quelconque terroriste", a-t-il lancé, a constaté un journaliste de l'AFP. "Je suis innocent, je n'ai rien avoir avec cette affaire qui me dépasse", a affirmé de son côté le sergent Touré, membre de la Garde Républicaine ivoirienne.

L'arrestation de ces deux soldats avait été annoncée le 13 juillet par le commissaire du gouvernement (le procureur militaire), Ange Kessi.

"On leur reproche d'avoir cohabité avec ces personnes, d'avoir échangé avec le chauffeur (du commando jihadiste). Ils disent qu'ils ne savaient pas que c'était des jihadistes. On leur répond: «Vous auriez

dû savoir», avait expliqué le 13 juillet M. Kessi lors d'un point de presse à Abidjan.

"C'est une grave erreur, une faute, une infraction militaire que de ne pas avoir dénoncé la présence du conducteur de ce groupe à leurs chefs pour qu'on prévienne ces attentats", avait-il poursuivi.

L'attaque de Grand Bassam, perpétrée le 13 mars 2016 près d'Abidjan, avait fait 19 morts (dont 4 Français) quand des jihadistes avaient ouvert le feu sur des touristes et passants sur la plage et les terrasses du bord de mer.

Revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi),

cette attaque était la première de ce type perpétrée sur le territoire ivoirien.

En janvier 2016, le Burkina Faso voisin avait lui aussi été visé par un commando jihadiste qui avait ouvert le feu sur les clients de restaurants et hôtels de la capitale Ouagadougou, faisant 30 morts et 71 blessés, majoritairement des étrangers.

Plus de 80 personnes ont été interpellées en Côte d'Ivoire dans le cadre de ces attentats, avait indiqué en avril le ministre de l'Intérieur ivoirien, alors que l'enquête a des ramifications allant jusqu'au Mali et au Burkina Faso.

AFP

Tchad

L'opposition interdite de rassemblements avant l'investiture de Deby

Les autorités tchadiennes ont interdit les rassemblements de l'opposition prévus samedi et dimanche avant l'investiture lundi du président Idriss Deby Itno pour un cinquième mandat, selon un décret du ministère de l'Intérieur rendu public jeudi soir. "Le meeting et la marche de l'opposition prévus le samedi 6 et le dimanche 7 août sont interdits sur l'ensemble du territoire national", indique l'arrêté du ministère dont l'AFP a obtenu une copie. L'opposition tchadienne conteste la réélection de M. Deby en avril, et avait prévu de manifester contre un "hold-up électoral".

Les opposants, regroupés la semaine dernière dans un Front de l'opposition nouvelle pour l'alternance et le changement (Fonac), ont également prévu une opération "ville morte sur l'ensemble du territoire national" lundi le jour de l'investiture de M. Deby. Cette cérémonie d'investiture doit se dérouler en présence de nombreux invités étrangers.

Le ministre de la Sécurité publique, Ahmat Mahamat Bachir, estime que les actions prévues par le Fonac "sont de nature à troubler l'ordre public, la quiétude de la population et à intoxiquer l'opinion nationale et internationale", selon des propos cités par le site d'information TchadInfo.

Le président Deby, 64 ans, au pouvoir depuis 1990, a été réélu en avril dès le premier tour pour un cinquième mandat avec 61,56% des voix contre 12,80% pour le chef de l'opposition Saleh Kebzabo, selon les résultats officiels.

M. Kebzabo n'était pas joignable jeudi soir pour commenter cette interdiction de manifester.

AFP

Gabon

La société civile demande la libération de ses membres arrêtés

Des militants de la société civile au Gabon ont réclamé jeudi la libération de leur chef de file et d'une quinzaine d'autres activistes, arrêtés début juillet en marge d'un rassemblement de l'opposition, alors que les tensions sont persistantes à l'approche de la présidentielle du 27 août.

Des membres du collectif citoyen Dynamique unitaire ont réclamé lors d'un point de presse la libération du syndicaliste enseignant Jean-Rémi Yama, arrêté le 9 juillet lors d'une contre-manifestation à Libreville non loin d'un grand rassemblement en faveur du président Ali Bongo. M. Bongo, 57 ans, est candidat à sa propre réélection pour un mandat de sept ans.

Une quinzaine d'autres militants sont toujours détenus, d'après Dynamique unitaire. Des pierres avaient été alors jetées vers les forces de l'ordre.

M. Yama est détenu parce qu'il y a eu "voie de fait", a affirmé à l'AFP le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Billie-By-Nze. Dynamique unitaire a démenti ces propos, affirmant que M. Yama est une quinzaine d'autres militants sont détenus "de manière arbitraire car le dossier est vide", a déclaré à l'AFP l'un des porte-parole du collectif, Louis-Patrick Mombo.

En France, le Parti socialiste au pouvoir a appelé dans un communiqué le 29 juillet "les autorités gabonaises à libérer immédiatement les dizaines de militants politiques arrêtés ces dernières semaines", exprimant "sa vive préoccupation pour le climat social et politique délétère au Gabon, à moins d'un mois du scrutin présidentiel". "C'est le complexe du petit colon qui se sent autorisé à donner son point de vue sur des pays qu'il ne connaît pas", a répliqué auprès de l'AFP le porte-parole du gouvernement gabonais.

Quatorze candidats, dont le chef de l'Etat sortant et plusieurs caciques du régime passés à l'opposition, sont en lice pour l'élection présidentielle du 27 août.

Agence

Sénégal

Vers un renforcement des relations avec l'Arabie Saoudite

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel Al-Jubeir, en visite à Dakar, a assuré que son pays voulait "renforcer" ses relations avec le Sénégal, a rapporté jeudi l'Agence de presse sénégalaise (APS, officielle).

Aucune mention n'a été faite du cas d'une Sénégalaise, Madjiguène Diop dite Mbayang Diop, détenue pour meurtre en Arabie saoudite et menacée de décapitation, alors que s'intensifie au Sénégal une campagne en sa faveur.

Arrivé mercredi à Dakar, Adel Al-Jubeir a été reçu jeudi par le président Macky Sall à qui il a réaffirmé "la volonté" de son pays de "renforcer les relations séculaires" avec le Sénégal, a indiqué l'APS, citant la présidence qui évoque aussi une coopération touchant "tous les domaines".

Aucune indication n'a été fournie sur l'objet de cette visite du chef de la diplomatie saoudienne et plusieurs sources

officielles ont indiqué ignorer son programme.

A l'annonce de la venue du ministre saoudien, beaucoup au Sénégal ont cru y voir un signe d'évolution positive pour Mbayang Diop, 22 ans, de la banlieue de Dakar, qui s'est rendue en Arabie saoudite, dans des conditions non clairement déterminées pour y travailler comme domestique. D'après les médias locaux, elle s'est retrouvée victime de maltraitements une fois sur place.

Dans un communiqué publié jeudi, le ministère sénégalais des Affaires étrangères explique qu'elle est "accusée d'avoir tué sa patronne le 16 juin" et qu'elle est détenue "à la prison des femmes de Fayçalayah, à Damman, à 450 km à l'est de Riyad".

Une délégation menée par l'ambassadeur sénégalais dans le royaume, Cheikh Tidiane Sy, lui a rendu visite mercredi et "a pu constater que ses conditions de

détention étaient correctes", indique-t-il.

L'ambassade a assuré à la détenue qu'il lui sera apporté "l'assistance requise". Elle dépêchera "régulièrement" une délégation auprès d'elle "pour s'enquérir de sa situation et sera en contact avec les autorités saoudiennes compétentes pour le suivi de son dossier ?", conclut le communiqué.

Plusieurs organisations et personnalités de la société civile ont réclamé le rapatriement de Mme Diop afin qu'elle ne soit pas exécutée et puisse purger sa peine dans son pays, à l'occasion de manifestations, dans une pétition et sur les réseaux sociaux, avec notamment #SauvonsMbayang.

Un autre sénégalais est dans le couloir de la mort en Arabie saoudite, un ancien député accusé d'escroquerie arrêté sur plainte d'un riche homme d'affaires saoudien, selon la presse locale.

Agence

Comment les menaces de Daech sur la Russie peuvent transformer l'équilibre international

La Russie est le pays qui fournit le plus de combattants à l'Etat islamique, la plupart venus du Caucase: c'est l'une des raisons pour lesquelles Poutine a décidé de bombarder Daech. La réponse de l'Ei: "Ecoute Poutine, nous allons venir en Russie et vous tuer dans vos maisons".

Par Daniel Vernet

Dans une vidéo diffusée dimanche 31 juillet sur Internet, l'Etat islamique menace la Russie:

«Ecoute Poutine, nous allons venir en Russie et vous tuer dans vos maisons. Frères, menez le djihad, tuez-les, combattez-les.» Ce n'est pas la première fois que l'organisation terroriste s'en prend à la Russie. Elle est même déjà passée à l'acte le 31 octobre 2015. Un Airbus de la compagnie de Saint-Petersbourg MetroJet qui transportait 224 touristes russes a explosé en vol peu après son décollage de l'aéroport de Charm el-Cheikh, en Egypte. Daech a revendiqué l'attentat tandis que Moscou mettait plusieurs jours à admettre qu'il s'agissait bien d'une attaque terroriste. Daech prétendait ainsi répondre à l'engagement de la Russie en Syrie annoncé par Vladimir Poutine à l'Assemblée générale de l'ONU.

Au cours des premiers mois pourtant, les bombardements russes ont visé essentiellement les rebelles syriens opposés au régime de Bachar el-Assad et soutenus par la coalition occidentale, plus que les positions de l'Etat islamique.

Un pays habitué au terrorisme islamique en Russie, ce ne sera pas non plus la première fois que le pays serait confronté au terrorisme islamique. Dans les années 2000, les séquelles de la guerre en Tchétchénie ont été à l'origine de plusieurs attentats. En 2002, un commando a pris 800 personnes en otages dans un théâtre de Moscou. 128 sont mortes, la plupart sous l'effet des gaz utilisés par les forces de l'ordre pour venir à bout des terroristes. Deux ans plus tard, plus de 300 personnes, dont une majorité d'enfants, étaient tuées après une prise d'otages dans une école de Beslan, en Ossétie du nord. Cette tragédie a offert à Poutine un prétexte pour une reprise en main politique. Il a notamment supprimé l'élection des gouverneurs au suffrage universel pour les remplacer par des envoyés du Kremlin.

En 2010 et 2011, des dizaines de voyageurs ont été victimes dans le métro de Moscou des «veuves noires», le nom donné aux femmes et aux sœurs qui voulaient venger les combattants tchétchènes tués par les forces russes. Tous ces attentats ont été suivis par un durcissement du régime, y compris vis-à-vis des opposants politiques, qualifiés indifféremment de «terroristes». En juin dernier, Vladimir Poutine a signé une nouvelle loi anti-terroriste qui restreint les libertés individuelles et élargit les possibilités pour les organes de sécurité d'intervenir dans les communications privées.

On se gardera d'ajouter à la liste des attentats à connotation islamiste qui ont frappé la Russie depuis le début du siècle la destruction de plusieurs immeubles à Moscou,



en 1999 et en 2000, avec plus de 300 victimes. De fortes présomptions laissent à penser que ces attentats ont été organisés par le FSB, l'avatar postcommuniste du KGB, dans le but de lancer la deuxième guerre en Tchétchénie et de soutenir l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. La commission indépendante qui aurait pu faire la lumière sur ces drames n'a jamais été autorisée à travailler.

Daech et les islamistes russes

S'il existe des liens entre Daech et les islamistes dans la Fédération de Russie, ces liens sont indirects. La Russie est certes le pays qui fournit le plus de combattants à l'Etat islamique, environ 3000, la plupart venus du Caucase. Dans ces républiques, notamment au Daghestan, des séparatistes continuent d'affronter la police et l'armée mais ils appartiennent plutôt à la mouvance wahhabite soutenue par l'Arabie saoudite qu'au califat d'Abou Bakr al-Baghdadi. Ce qui cependant ne peut exclure des actions coordonnées.

Cette présence nombreuse de ressortissants de la Fédération de Russie dans les rangs de l'Ei est une des raisons pour lesquelles après avoir consacré 80% de ses frappes aux autres groupes rebelles, l'aviation russe a commencé à bombarder Daech. Une autre raison tient à la volonté du Kremlin de consolider le pouvoir de Bachar el-Assad, non seulement contre les opposants «modérés» ou contre les autres groupes islamistes, mais aussi contre Daech qui occupe une partie du territoire syrien. Enfin, c'est une manière de montrer aux Occidentaux que Poutine est sérieux quand il propose la création d'une «vaste coalition internationale» contre l'Etat islamique.

Les Russes ont monté une énorme mise en scène après la «victoire» de Palmyre quand, en mars, l'armée d'Assad, appuyée par l'aviation russe, a repris à Daech le contrôle de la cité antique. Ils ont organisé deux mois plus tard un concert symphonique au milieu des ruines avec l'orchestre du théâtre Mariinski, de Saint-Petersbourg, sous la direction de Valeri Guerguiev. Le

chef, un proche de Poutine, est originaire d'Ossétie du sud. Il a bruyamment soutenu la prise par la Russie de cette province à la Géorgie lors de la guerre de 2008.

La confusion semée par Poutine

Quelques semaines avant que les suites de Bach ne retentissent dans le désert, Vladimir Poutine avait surpris tout le monde en annonçant «un retrait partiel» des forces russes engagées en Syrie. Celles-ci avaient «atteint l'essentiel de leurs objectifs», avait-il dit. «C'était un coup de maître. C'était fantastique», explique Sergueï Karaganov, directeur du Conseil sur la politique étrangère et de défense, qui a conseillé tous les présidents russes de Gorbatchev à Poutine. Personne ne savait quelles forces et combien allaient être retirées, d'autant moins que jamais Moscou n'avait donné la moindre indication sur l'importance de son contingent en Syrie. Si l'objectif était de semer la confusion, c'était en effet une réussite.

L'annonce intervenait pendant que des négociations se préparaient à Genève entre le régime et l'opposition sous la double égide américano-russe et alors qu'un cessez-le-feu partiel était décrété. En principe les combats entre forces loyalistes et opposants auraient dû cesser alors que les bombardements des groupes djihadistes pouvaient continuer. Cette trêve n'a jamais été respectée. Elle a plutôt servi au régime d'Assad et à ses alliés iraniens et russes de renforcer leurs positions.

Alep, monnaie d'échange

Sous couvert de lutte contre les islamistes radicaux, l'état s'est resserré autour des bastions rebelles, en particulier à Alep. L'est de la ville où vivent encore près de 300.000 personnes est contrôlé par l'opposition. La principale force militaire, qui a tenté pendant le week-end du 31 juillet une percée pour briser l'encerclement, est le Front Al-Nosra, placé sur la liste des organisations terroristes de l'ONU. Il vient de changer de nom. Il s'appelle désormais Jabhat Fatah al Sham et a annoncé avoir rompu avec Al Qaïda.

Alep est sous le feu des aviations russe

et syrienne qui sont accusées par les organisations humanitaires de jeter des fûts remplis de gaz et des bombes à fragmentation sur la population civile. Moscou dément mais la télévision russe a, par inadvertance, montré le ministre de la défense, Sergueï Choïgou, en visite en Syrie près d'un missile destiné à lancer ces bombes à fragmentation. L'image a vite été retirée. Un accord international interdit ce type d'armes mais il n'a été signé ni par la Russie, ni par la Syrie, ni d'ailleurs par les Etats-Unis ou la Chine.

A Alep-Est, les réserves de carburant, de farine et de médicaments ne dépassent pas quelques mois voire quelques semaines. L'aide humanitaire de l'ONU ne parvient pas aux assiégés malgré les engagements de la Russie et de ses alliés locaux. Moscou a proposé la création de «couloirs humanitaires» pour permettre à la population civile de quitter les quartiers encerclés mais rebaptisés «couloirs de la mort» par les rebelles, ils ne sont pratiquement pas utilisés. Les Russes avaient utilisé la même tactique à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, pendant la deuxième guerre (1999-2000). Les civils qui ne fuyaient pas étaient considérés comme des combattants et étaient voués à l'anéantissement sous le rouleau compresseur de l'aviation et de l'armée.

Iouri Barmine, expert russe du Moyen-Orient, doute cependant que le Kremlin ait pour objectif prioritaire de prendre le contrôle de toute la ville d'Alep. Contrairement à Assad qui ne pourrait que tirer profit d'une victoire symbolique. Encerclée, étouffée, à la merci du régime, la ville est, pour Poutine, une monnaie d'échange dans les discussions qui se poursuivent avec les Etats-Unis sur l'avenir de la Syrie.

Les Occidentaux s'indignent mais font rien. Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a écrit à ses deux collègues russe et américain pour les prier de bien vouloir reprendre les négociations de Genève. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry donne la priorité à l'action diplomatique mais envisage, sans plus de précisions, «des alternatives et d'autres options».

A la mi-juillet, il a mené plusieurs heures d'entretiens avec Vladimir Poutine et avec Sergueï Lavrov pour tenter de mettre au point un plan américano-russe de sortie de crise. L'objectif est de lutter ensemble contre Daech et Al Nosra –jusqu'à maintenant la coalition occidentale et la Russie s'entendent seulement sur la «déconfliction», c'est-à-dire les mesures minimales pour éviter des incidents entre les aviations respectives. En contrepartie, les Russes useraient de leur influence sur Assad pour qu'il relâche la pression sur les rebelles modérés soutenus par les Etats-Unis. Les diplomates russe et américaine ne sont pour l'instant pas parvenues à se mettre d'accord, même si du côté de Washington, on ne fait plus du départ de Bachar el-Assad du pouvoir une condition à une solution négociée.

Vladimir Poutine joue la montre pour améliorer sa position de négociation, quitte à affamer Alep. Sa limite est l'éventuelle vulnérabilité à des attentats de Daech en Russie même, comme l'en menace l'organisation terroriste, et les pertes sur le terrain. En quelques jours, la Russie a perdu deux hélicoptères abattus par l'Etat islamique au-dessus de la Syrie, portant à dix-sept ou dix-huit le nombre des victimes russes depuis moins d'un an. Même s'il ne doit pas rendre des comptes à une opinion publique anesthésiée, le président russe ne peut pas ne pas en tenir compte.

D. V.

Maison Blanche

Election "truquée" prédit Trump, "ridicule" rétorque Obama

Donald Trump affirme que l'élection présidentielle de novembre contre Hillary Clinton pourrait être "truquée", une attaque préventive qui coïncide avec de mauvais sondages, et lui a attiré l'admonestation du président Barack Obama.

Le candidat républicain traverse une période de fortes turbulences, après une accumulation de polémiques qui l'ont fait plonger dans les sondages et ont relancé les défections dans son propre parti. La démocrate, à la suite d'une convention d'investiture réussie la semaine dernière, a repris une avance moyenne de six points, et la dernière enquête McClatchy-Marist, parue jeudi, accorde 48% des intentions de vote à Hillary Clinton contre 33% à Donald Trump.

«Croyez-moi, il faudra qu'on fasse attention le 8 novembre, car cette élection sera truquée», a dit le candidat sur Fox News lundi. «Et j'espère que les républicains seront vigilants, sinon la victoire nous sera dérobée». L'allégation, répétée depuis, a fait bondir le président Barack Obama, interrogé jeudi lors d'une conférence de presse au Pentagone. «Bien sûr que l'élection ne sera pas truquée», a-t-il dit. «Si M. Trump croit qu'une théorie du complot se propage dans le pays, y compris dans des endroits comme le Texas où ce ne sont pas les démocrates qui s'occupent des bureaux de vote, c'est ridicule». «Si M. Trump finit avec 10 ou 15 points d'avance dans les sondages le jour de l'élection et finit par perdre, il pourra peut-être se poser la question. Cela ne semble pas être le cas actuellement», a conclu Barack Obama. Durant les primaires républicaines, Donald Trump avait déjà accusé son adversaire Ted Cruz d'avoir triché de multiples façons après les victoires du sénateur du Texas dans l'Iowa et dans le Wisconsin.

Ces nouvelles accusations alimentent les soupçons vis-à-vis d'un système électoral qui est loin d'être parfait, comme l'a montré le chaos de l'élection de 2000 entre George W. Bush et Al Gore, lors duquel il fallut plus d'un mois pour certifier le résultat du scrutin très serré de Floride.

Système fragmenté



De moins en moins d'électeurs disent avoir confiance. Selon le Pew Research Center, en 2004 48% des Américains avaient une grande confiance dans le dépouillement des votes. En 2012, ils n'étaient plus que 31%.

Une réforme nationale a été lancée en 2002, mais toute harmonisation est ralentie par la fragmentation du système, les élections étant de la compétence des Etats.

«Nous avons 50 systèmes électoraux plutôt qu'un système électoral unifié», explique à l'AFP Lorraine Minnite, spécialiste de l'université Rutgers.

La tendance est depuis dix ans au retour aux bulletins de vote en papier, certaines autorités s'inquiétant de la possibilité de piratage informatique. Cette année, selon Pamela Smith, présidente de l'organisation indépendante Verified Voting, au moins trois quarts des électeurs voteront avec un bulletin

en papier ou avec des machines qui impriment un reçu papier.

Les incidents existent, dit-elle, mais principalement en raison de dysfonctionnements techniques. C'est sur ces questions que le débat doit porter, selon elle.

«Le système électoral américain a de vrais problèmes», dit à l'AFP Michael Heaney, professeur de science politique à l'université du Michigan. «Mais ce que l'on attend d'un candidat responsable est de reconnaître les problèmes existants, tout en formulant des solutions sur l'accès aux bureaux de vote, le redécoupage électoral, l'éventuelle création d'un jour férié».

«Des déclarations comme celles de Trump, sans explication, alimentent le sentiment d'illégitimité du système».

Mauvais perdant

Le milliardaire est un habitué des théories

du complot. En 2012, Donald Trump avait remis en cause la victoire de Barack Obama sur Mitt Romney au soir de l'élection. Il a aussi longtemps contesté la légitimité de la naissance américaine de Barack Obama, dont le père était kényan et la mère américaine. John McCain, candidat républicain de 2008, avait accusé une grande association liée aux démocrates de commettre des actes de fraude électorale. Mais «il est très rare qu'un candidat présidentiel suggère qu'un scrutin à venir soit truqué», dit Lorraine Minnite, qui a écrit un livre sur le «mythe de la fraude électorale». «Il essaie de se protéger contre une défaite». «Dans l'histoire américaine, habituellement, les perdants acceptent dignement leur défaite», dit Dan Tokaji, expert du droit électoral à l'Ohio State University, à l'AFP. «Mais Donald Trump montre déjà qu'il n'a aucune intention de perdre avec dignité.»

AFP

Huit jours de polémiques et incidents

Donald Trump traverse une mauvaise passe depuis qu'il a formellement été investi par le parti républicain le 21 juillet pour être candidat à l'élection présidentielle de novembre. Voici les déclarations du candidat qui ont provoqué des controverses, y compris au sein de son propre camp.

Hackers russes

«Russie, si vous écoutez, j'espère que vous serez capable de retrouver les 30.000 emails qui manquent», Donald Trump le 27 juillet dans une conférence de presse, en référence aux messages effacés du serveur privé de son adversaire démocrate, Hillary Clinton, lorsqu'elle était secrétaire d'Etat.

La phrase fait réagir les démocrates et de nombreux républicains qui estiment que Donald Trump encourage un pays étranger à commettre des actes de piratage informatique. «Evidemment, j'étais sarcastique», corrige le lendemain le candidat.

Le père Khan

Lors de la dernière soirée de la convention démocrate à Philadelphie, le 28 juillet, un avocat inconnu d'origine pakistanaise et dont le

frère militaire est mort en Irak en 2004, Khizr Khan, interpelle à la tribune Donald Trump pour ses propos anti-musulmans, et lui demande s'il a même lu la Constitution américaine et sacrifié quoi que ce soit dans sa vie.

Le milliardaire réplique le lendemain dans une interview à ABC en insinuant que l'épouse de M. Khan n'avait pas eu le droit en tant que femme musulmane. Il affirme aussi avoir fait beaucoup de sacrifices dans sa carrière. Et deux jours plus tard, il déclare dans un communiqué: «bien que je déplore profondément la disparition de son fils, M. Khan, qui ne m'a jamais rencontré, n'a pas le droit de se tenir devant des millions de personnes et de déclarer que je n'ai jamais lu la Constitution (ce qui est faux)». Le choix de l'escalade verbale avec les parents d'un capitaine de l'armée de Terre mort au combat, décoré, choque le camp républicain et lui vaut les remontrances publiques de ténors du parti.

Harcèlement au travail

Lors d'une interview pour une chronique publiée le 1er août dans le journal USA Today, Donald Trump est interrogé sur le

scandale de harcèlement sexuel frappant le patron de Fox News, Roger Ailes, qui a démissionné le 21 juillet. Et si sa propre fille Ivanka avait été pareillement harcelée?

«J'aimerais penser qu'elle changerait de carrière ou d'entreprise, si c'était le cas», répond Donald Trump.

Purple Heart

En meeting à Ashburn (Virginie) le 2 août, Donald Trump explique qu'un ancien combattant lui a fait cadeau de sa précieuse Purple Heart, une décoration décernée aux soldats blessés au combat. «J'ai toujours voulu avoir une Purple Heart», déclare le candidat. «C'était beaucoup plus facile (de l'obtenir) comme ça». La petite phrase surprend d'autant plus que, comme le rapporte le New York Times, Donald Trump a bénéficié de cinq sursis à la conscription pendant la guerre du Vietnam.

Bébé qui pleure

Quand un bébé se met à pleurer lors de la même réunion électorale, Donald Trump rassure d'abord la mère: «ne vous en faites pas pour ce bébé. J'adore les bébés». Puis,

quelques minutes plus tard, les cris continuant, le candidat révèle ce qu'il pense de cette perturbation: «Je plaisantais, en fait, vous pouvez sortir le bébé».

Mais ce qui a étonné est que le candidat s'en prenne à la maman: «Je crois qu'elle m'a vraiment cru quand je disais que j'aimais bien entendre un bébé pleurer pendant que je parle. C'est pas grave. Les gens ne comprennent rien».

Paul Ryan

L'homme fort du Congrès, Paul Ryan, président de la Chambre des représentants, a critiqué comme nombre de ses collègues l'attitude de défi de Donald Trump face à Khizr Khan, dans un communiqué sévère dimanche. En réaction, Donald Trump a indiqué le 2 août qu'il n'était pas prêt à apporter son soutien à Paul Ryan, dont le sort dépend de l'élection primaire de la semaine suivante dans sa circonscription du Wisconsin. En retour, Paul Ryan a averti Donald Trump, lors d'une interview à la radio jeudi, que son ralliement n'était pas «un chèque en blanc».

AFP

Turquie

Gülen dénonce le mandat d'arrêt lancé par Ankara contre lui

Le prédicateur turc Fethullah Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis depuis 1999, a dénoncé jeudi le mandat d'arrêt lancé à son encontre par Ankara, qui l'accuse d'avoir préparé le putsch manqué du 15 juillet.

"Il est bien connu que les tribunaux turcs ne disposent pas de l'indépendance judiciaire, et ce mandat est un nouvel exemple de la trajectoire du président (Tayyip Recep) Erdogan vers l'autoritarisme et contre la démocratie", a dit Fethullah Gülen dans un communiqué. Le prédicateur a démenti toute implication dans la tentative de coup militaire.

Les Etats-Unis sont en train d'étudier les documents envoyés par la Turquie en vue de l'extradition du prédicateur, a dit jeudi un porte-parole du département d'Etat, après l'annonce turque du lancement d'un mandat d'arrêt à son encontre. Il est accusé d'avoir "donné les instructions" aux putschistes du 15 juillet.

"Les autorités turques (ont procédé à) plusieurs livraisons de documents à notre destination et nous sommes en train de les étudier", a dit le porte-parole Mark Toner.

La première livraison "ne constituait pas, nous pensons, une demande formelle d'extradition".

"Nous avons reçu depuis davantage de documents. Nous les étudions (...) et je ne pense qu'ils ont encore atteint ce statut", a-t-il ajouté.

Selon le député turc Kamil Aydin, à New York, 85 boîtes de documents ont été envoyées au total à la justice américaine.

Le département américain de la Justice est la principale agence chargée de déterminer si les documents envoyés permettent une demande d'extradition formelle du pré-



dicateur, qui vit en exil en Pennsylvanie depuis 1999.

Les responsables turcs, et notamment le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, ont prévenu que les relations diplomatiques seraient affectées si les Etats-Unis n'extradent pas Fethullah Gülen. La Turquie, membre de l'Otan, joue un rôle important dans le combat contre l'organisation djihadiste Etat islamique.

Washington répète que des preuves tangibles de l'implication de Gülen dans le coup militaire manqué du 15 juillet doivent être apportées avant toute extradition.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis jeudi d'assécher les revenus des entreprises liées au prédicateur Fethullah Gülen, qu'il qualifie de "nids de terroristes".

Reuters

Brésil

Une commission du Sénat vote pour la destitution de Dilma Rousseff

■ Une commission spéciale du Sénat brésilien a voté jeudi à Brasilia en faveur de la destitution de la présidente de gauche suspendue Dilma Rousseff.

"Le résultat est de 14 voix à 5" en faveur de la destitution, a déclaré le sénateur Raimundo Lira, un partisan du président par intérim Michel Temer dirigeant les travaux de cette commission.

Ce vote ouvre la voie au jugement final de Mme Rousseff par l'assemblée plénière du sénat, qui devrait intervenir fin août, quelques jours après la fin des Jeux Olympiques (JO).

Selon la plupart des analystes, la présidente a peu de chance d'inverser la tendance et de sauver son mandat.

La présidente de gauche a été suspendue de ses fonctions le 12 mai par le Sénat et c'est son ancien vice-président devenu rival, Michel Temer qui a assumé depuis la présidence du Brésil par intérim.

C'est à ce titre qu'il reviendra à M. Temer de déclarer ouverts les Jeux Olympiques de Rio vendredi soir en présence de 45 chefs d'Etat et de gouvernements dans l'enceinte du mythique stade Maracana.

Mme Rousseff a décidé de bouder la cérémonie, tout comme son mentor politique, l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, qui avait largement contribué à l'attribution des JO à Rio de Janeiro, première ville d'Amérique du sud à organiser les Jeux d'été.

La présidente Dilma Rousseff, réélue pour un second mandat de 4 ans fin 2014, est accusée de maquillages des comptes publics ainsi que d'avoir signé des décrets engageant des dépenses non prévues au budget sans demander l'accord préalable du parlement.

Reda A.

Etats-Unis

Arrestations de 46 membres présumés de la mafia à New York

■ Quelque 46 membres présumés de plusieurs clans de la mafia ont été interpellés jeudi à New York et sont suspectés d'une série d'activités illégales, notamment de l'extorsion et l'organisation de jeux d'argent clandestins.

Les mis en cause appartiennent à la Cosa Nostra, organisation mafieuse américaine de la côte est des Etats-Unis.

L'organisation extrêmement hiérarchisée et très bien organisée avait notamment monté une maison de jeux clandestine, "à la façon d'un casino", à Yonkers, au nord de New York, avec tournois de poker, de jeux de dés et paris hippiques.

Elle est aussi accusée de s'être livrée à des prêts illégaux, de la contrebande de cigarettes et d'armes, ainsi que de fraude aux cartes de crédit et à l'assurance santé.

Les arrestations de mafieux étaient monnaie courante jusque dans les années 1990 dans le nord-est des Etats-Unis, mais depuis le début des années 2000, elles sont devenues beaucoup plus rares, à mesure que la mafia d'origine italienne perdait de son influence.

Reda A.

A trois heures de Bangkok

Un village écolo s'éclaire au fumier

Coincés au cœur de la jungle thaïlandaise, sans connexion au réseau électrique, les villageois de Pa Deng ont joué les pionniers en adoptant la bouse de vache comme source alternative d'énergie.

Après avoir réussi à illuminer leurs maisons avec des panneaux solaires et des réservoirs de biogaz alimentés par de la bouse, ils essayent d'exporter leur idée dans d'autres communautés rurales.

"Au début, nous ne voulions pas croire que les excréments pouvaient servir de combustible", explique Wisut Janprapai, l'un des villageois, sur le seuil de sa maison en bois. Cette idée lui avait été soufflée par un ami birman, explique-t-il.

Aujourd'hui, après quelques années d'expérimentation, près de 100 familles de Pa Deng utilisent de petits poêles fonctionnant grâce à du biogaz. A l'arrière des maisons, d'immenses réservoirs en polyester se remplissent de gaz après décomposition du fumier et d'autres déchets organiques sous l'effet des micro-organismes.

Cette source d'énergie est plus écologique et plus durable que la combustion du bois et permet de ne pas défricher la forêt alentour.

"Ce n'est pas compliqué, il suffit de mettre la nourriture et les déchets à l'intérieur. Et ensuite, le gaz arrive", explique Kosol Saengthong, impliqué dans le projet.

Seuls quelques villages en Thaïlande ont comme Pa Deng développé des énergies vertes, le reste de la Thaïlande fonc-

tionne principalement grâce au pétrole, au charbon et au gaz naturel - en grande partie importés.

Tous les gouvernements récents ont prévenu que le pays connaîtrait une crise énergétique si les tendances de consommation continuaient sur la même courbe. Le royaume est le deuxième plus grand consommateur d'énergie en Asie du Sud-Est après l'Indonésie, selon des données du gouvernement américain datant de 2013, et le 22e dans le monde.

Une consommation très largement tirée par la capitale Bangkok, où certains immenses centres commerciaux pompent plus d'énergie que des provinces entières.

Mais par rapport à ses voisins, la Thaïlande est un investisseur de premier plan dans les énergies renouvelables. Et le pays prévoit de faire passer la part des carburants propres de 12% à 25% ces cinq prochaines années.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) estime que le pays pourrait toutefois faire bien mieux, grâce à son ensoleillement et sa position géographique.

Et Phirat Inphanich, du ministère de l'Energie, reconnaît que le royaume pourrait faire un meilleur usage de ses ressources. "Mais il n'est pas facile de changer les mentalités", estime l'analyste, qui multiplie les déplacements dans le pays pour inciter les collectivités à se tourner vers les énergies propres sur les traces de Pa Deng.

La première fois que ce village a vu l'électricité, c'est après un don de panneaux

solaires, il y a une dizaine d'années, de la part de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, bête noire de la junte conservatrice aujourd'hui au pouvoir.

Mais après quelques années d'utilisation, les panneaux sont tombés en panne et personne ne savait les remettre en route. "Nous avons donc décidé d'envoyer nos villageois étudier pour que nous puissions les réparer", raconte Kosol, l'un des responsables du village.

Aujourd'hui, ces improbables experts en panneaux solaires et autres technologies vertes enseignent à d'autres communautés rurales comment produire de l'énergie tout en réduisant leur empreinte écologique.

"J'étais surpris de voir comment les gens étaient aimables et désireux de partager leurs connaissances avec moi. Maintenant c'est à mon tour de le faire, d'enseigner aux autres", affirme Kosol lors d'un séminaire qui s'est récemment tenu dans le village.

Mais tout le monde n'adhère pas: seul un cinquième des familles de la région de Pa Deng contribue au réseau.

Certains veulent tout simplement davantage, regrette Wisut Janprapai, qui possède plusieurs panneaux solaires alimentant un ventilateur et un téléviseur ainsi qu'un poêle branché au bio-gaz.

Pourtant, "nous n'avons pas besoin de climatisation ou de réfrigérateur", estime-t-il, ajoutant que l'environnement bruyant et lumineux de Bangkok est peu enviable. "La nuit n'existe pas là-bas".

AFP

Un concert a été animé jeudi soir

Le Bastion 23 ouvre sa scène aux jeunes talents

Un concert de musique rock, revisitant les classiques du genre des années 1970 et 1980, a été animé jeudi soir au Centre des arts du Palais des Raïs - Bastion 23 - par les jeunes musiciens du groupe amateur Delui.



Revisitant des succès de groupes comme les Pink Floyd ou AC/DC, ce jeune groupe de la ville de Blida a apporté une ambiance atypique au Bastion en présentant deux titres de sa propre composition en plus d'une sélection de reprises punk-rock plus récente de groupes comme le band américains Green day.

Organisé par le Centre des arts du Palais des Raïs - Bastion 23 - en collaboration avec l'Association culturelle Mawahib wa Afaq, ce concert entre dans le cadre du programme «Les musicales du Bastion 23»

qui ambitionne de redonner vie au centre pendant la saison estivale.

Par cette expérience, le Bastion 23, bien culturel classé, composé de plusieurs maisons et palais de l'époque ottomane, ouvre chaque semaine une scène aux jeunes talents et aux artistes amateurs, tous genres musicaux confondus sur l'esplanade de la Batterie rouge qui abrite cet été un embryon du festival musical local également accompagné de visites du monument.

Une exposition d'oeuvres picturales, de peinture sur verre et d'objets de décoration, ayant pour thème principal la

ville de Constantine, de l'artiste plasticien Sofiane Mahieddine, est également ouverte au public jusqu'au 7 août au Palais

17 de ce centre, une demeure-monument qui renferme des vestiges de thermes de l'époque romaine. Plusieurs spectateurs ont salué l'initiative d'«ouvrir le Palais à des heures un peu plus tardives», mais aussi l'organisation d'activités culturelles afin que le centre des arts «retrouve sa vocation initiale» et renoue avec le public.

Le directeur du Palais des Raïs, Boualem Bellechhab, a, pour sa part, indiqué que le Bastion 23 avait «prolon-

gé» ses horaires d'ouverture «jusqu'à 19h» et qu'il ouvrirait désormais ses portes aux visiteurs «tous les jours de la semaine».

En collaboration avec des associations culturelles, le Bastion 23 organise également des ateliers de dessin pour les enfants, a indiqué son directeur, qui projette d'ouvrir, dès septembre prochain, de «nouveaux espaces ainsi que les terrasses du Bastion» aux visites et aux expositions.

«Les musicales du Bastion 23» se poursuivront jusqu'à la fin du mois en cours avec au programme un concert et une scène ouverte chaque jeudi. **Bilal L.**

Festival du court métrage méditerranéen de Tanger

Le voyage de Keltoum de Anis Djaâd en compétition

Le court métrage de fiction *Le voyage de Keltoum*, dernier-né du réalisateur algérien Anis Djaâd, prendra part à la compétition officielle du Festival du court métrage méditerranéen de Tanger (Maroc), qui se tiendra du 10 au 15 octobre prochain, a-t-on appris mercredi auprès de l'équipe du film.

Sorti en 2016, *Le voyage de Keltoum* est la troisième œuvre du réalisateur après la sortie en 2014 de *Passage à niveau*, doublement primé au Festival du court métrage Maghrébin à Oujda (Maroc), et en

2012 de *Le hublot* également primé lors des Journées cinématographiques d'Alger. Cette œuvre aborde de manière atypique le retour aux sources des immigrés à travers l'histoire de Keltoum qui se retrouve obligée de réaliser les vœux de sa soeur mourante, souhaitant un retour sur des lieux qu'elle considère comme sacrés, malgré de grandes difficultés financières. Cette promesse confronte Keltoum à sa misère sociale, à sa famille qui lui reproche sa modeste condition et à l'obligation de réaliser la dernière volonté de sa

soeur. Né à Alger, Anis Djaâd est l'auteur de plusieurs scénarios dont *Les assoiffés*, *H3O* ou encore *Au bout du tunnel*. Il a été assistant-réalisateur sur le tournage de *França ya França* de Djamel Beloued. Anis Djaâd qui avait pris part en tant que réalisateur à plusieurs manifestations cinématographiques en Algérie, en Tunisie ou encore au Maroc, est également l'auteur de deux romans parus dans les années 2000 : *L'odeur du violon* et *Matins parisiens*. **R. T.**

Participation de cheb Khaled

Des artistes algériens au Festival Twiza à Tanger

Le roi du raï, cheb Khaled et l'artiste kabyle Johra Abouda, connue sous le nom «Djurjura» seront les invités de la 12^{ème} édition du Festival méditerranéen de la culture amazighe de Tanger Twiza (Nord du Maroc), prévue du 11 au 14 août, a indiqué la presse marocaine.

Organisé sous le slogan «Pour la nature», cette manifestation verra la participation de plusieurs figures artistiques et culturelles venues du Maroc et d'autres pays dont Latifa Raâfat et le groupe Ithran (Maroc) ainsi que le poète égyptien Hicham El joukh, outre l'organisation d'un hommage à l'écrivain marocain Mohamed Chokri.

Né en 1960, cheb Khaled, de son vrai nom Khaled Hadj Brahim, est un chanteur algérien, mondialement connu qui a contribué à faire connaître la chanson raï, ainsi que la chanson algérienne, au monde entier.

Ses chansons *Di di et Aïcha* (1996) ont eu un succès fulgurant et l'ont consacré sur la scène mondiale, outre ses chansons *S'hab el Baroud* et *Chaba ya chaba et Bakhta*.

Djurjura ou *Djura* qui excelle dans le genre folk a écrit ses premières chansons en 1977 pour former par la suite, en 1979, le groupe amazighophone Djurdjura, ayant interprété des chansons sociales et d'autres dédiées à la femme.

Djoura a lancé son premier album intitulé *Printemps* en 1977 suivi d' *Assirem* (Espoir, 1980), de *A yamna* (1982) et *Le défi* (1986).

Organisé depuis 2005 par la Fondation du festival méditerranéen de la culture amazighe de Tanger, le festival Twiza a pour objectif de découvrir les nouveaux talents de la musique amazighe. Il accueille près de 200 000 visiteurs/an, selon la presse locale.

Farid D.

Festival international

«Cinémas d'Afrique» à Lausanne

Des films algériens projetés

Trois films algériens seront projetés lors de la 11^{ème} édition du Festival international du film d'Afrique «Cinémas d'Afrique», prévu du 18 au 21 août à Lausanne (Suisse), avec à l'honneur le cinéma sahraoui, selon la presse suisse.

Au programme de cette manifestation, la projection du long métrage *Madame courage* de Merzak Allouache et les films documentaires *Babor Casanova* de Karim Sayad et *Contre-pouvoirs* de Malek Bensmaïl.

Le long métrage de fiction *Madame Courage* (2015) traite de la vie d'un adolescent toxicomane en proie au banditisme errant dans les rues de Mostaganem dans un état de dépendance absolue aux psychotropes.

Sélectionné à la 72^{ème} Mostra de Venise en 2015, le film a obtenu la même année plusieurs distinctions, dont le prix du jury au 1^{er} Festival du film méditerranéen de Annaba, et celui du meilleur rôle masculin, décerné à Adnane Jimmy aux 26^{èmes} Journées cinématographiques de Carthage.

Sorti en 2015, *Babor Casanova*, raconte l'histoire de deux jeunes supporters d'un Club sportif algérois qui se rendent au stade pour soutenir leur équipe favorite.

Le film documentaire *Babor Casanova* qui a été couronné du Prix Fifog d'or, au 11^{ème} Festival international du film oriental de Genève (Fifog), revient sur les élections présidentielles de 2014 en Algérie, mettant en avant la rédaction d'un quotidien francophone algérien.

Le film a été projeté dans le cadre de la 13^{ème} édition des rencontres cinématographiques de Béjaïa et a participé à plusieurs festivals internationaux en Europe et en Asie.

Le Festival international du film d'Afrique «Cinémas d'Afrique» rend également hommage au cinéma sahraoui avec la projection de quatre films documentaires sahraouis dont *Life is Waiting*, *Kiosk*, *Retrato* et *Leyuad*.

Une table ronde intitulée «La formation audiovisuelle en Afrique» sera, par ailleurs, animée avec pour invités plusieurs réalisateurs sahraouis.

L'Ecole de la formation cinématographique Abidine Gaïd Salah sise aux camps des réfugiés sahraouis à Boudjedour sera mise à l'honneur à cette occasion.

Plus de 50 films représentant plus de 20 pays africains à l'instar de *L'Orchestre des aveugles* (Maroc), *Roméo s'est marié avec Juliette* (Tunisie), *The Good Sun*, *New Eyes* et *Aïsha* (Tanzanie) seront présentés durant cette manifestation.

Le cinéma nigérian Newlyweds sera également présent à cette édition avec plusieurs films.

Le festival «Cinémas d'Afrique» de Lausanne a pour objectif de faire connaître la diversité du cinéma d'Afrique à travers la projection de nouveaux films, aussi bien de l'intérieur, que de l'extérieur du continent.

Reda A.

PAROLES DE FEMMES

«Ne gâtons-nous pas les choses en les exprimant ?»

Virginia Woolf



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Accordez aux mots la liberté d'expression !»

Stanislaw Jerzy Lec

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

LA CHANTEUSE LIVRE LE PREMIER EXTRAIT DE SON NOUVEL ALBUM

Hélène Ségara reprend son envol



Très attachée à ses origines méditerranéennes, Hélène Ségara a choisi de consacrer son prochain album à des reprises de classiques de la chanson italienne. Pour nous bercer cet été, elle dévoile une première ballade, L'envol.

Telle une vraie ragazza, elle se promène en talons hauts et robe cintrée dans les rues pavées de Florence. Pour Hélène Ségara, native de Six-Four-les-Plages, l'Italie est une affaire d'héritage culturel. À 45 ans la chanteuse a donc choisi de renouer avec ses origines avec un album 100% transalpin. Comme nous vous l'annoncions en juin dernier, c'est avec des reprises de tubes italiens que l'ex-interprète d'Esmaralda revient sur le devant de la scène.

Hélène Ségara ouvre le premier chapitre de ce renouveau avec le titre L'Envol, réorchestration de Il Volo de Zucchero. Pour cette chanson, sous forme de déclaration d'amour au pays de ses ancêtres, la chanteuse a mêlé dans sa voix ses deux langues, le français et l'italien, et même un peu d'anglais. Une version moderne du tube des années 1990, en partie réalisée avec l'aide de Mathieu Lecat, l'époux d'Hélène Ségara.

Pour le clip de L'Envol, la plus italienne des chanteuses françaises se laisse aller à tous les réjouissants clichés sur le pays de Dante. Hélène Ségara s'en amuse et prend volontiers place derrière un bel italien au volant de son scooter rouge. Ensemble, ils dégustent un café ristretto au bord de l'Arno puis transposent un peu de «dolce vitta» sous le ciel étoilé florentin. Comme dans les paroles de la chanson, Hélène Ségara savoure de pouvoir à nouveau prendre son envol, elle qui a traversé ses dernières années une longue période de maladie.

CHEVEUX

A QUOI ÇA SERT ?

anti rides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtile. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ? "Sans shampooing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine".

Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in.

Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique.

La jeune femme a ciblé un besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage.

Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

QUELS SONT LES ENNEMIS DE LA JEUNESSE DU CHEVEU ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampooings détergents, les colorations... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

A QUEL ÂGE VIEILLISSENT LES CHEVEUX ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

COMMENT TROUVE-T-ON UNE SOLUTION À UN FACTEUR HORMONAL ?

Le soin cheveux anti-âge à la kératine est une solution uniquement extérieure, qui



concerne l'aspect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résistant, qui est son ingrédient anti-casse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

UN SOIN CHEVEUX ANTI-ÂGE POUR QUELS EFFETS ?

Immédiatement après le soin d'environ 45

minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

Attention : si vous utilisez un shampooing au chlorure de sodium (comme 99% des shampooings), l'effet du soin sera très vite atténué, le sel étant un corrosif de la kératine. Myriam Kéramane propose donc des soins et shampooings d'entretiens qui permettent de prolonger l'effet sur 15 jours. Les salons de coiffure proposent également le soin en cure (4 séances) pour 4 mois de cheveux boostés, assouplis, soyeux, brillants.

FORME

RETROUVER LA BONNE POSTURE

Dos voûté, tête rentrée dans les épaules, reins cambrés ou bassin basculé vers l'avant... répétées au quotidien, les mauvaises positions mettent notre corps au supplice et font le lit de futures douleurs.

Un bon maintien permet au contraire de ménager colonne vertébrale, articulations et muscles et donne à la silhouette une allure droite

et dynamique.

Ce qu'il faut faire : se placer de trois-quart par rapport au miroir et, tout en se regardant, corriger ce qui doit l'être. Un : les genoux et les chevilles sont souples et le poids du corps est parfaitement réparti sur les pieds. Deux : le bassin est droit, aligné au-dessus des voûtes plantaires. La taille, elle, est allongée et le ventre rentré

comme si on cherchait à rapprocher le nombril de la colonne vertébrale.

Trois : les épaules sont légèrement en arrière, la tête alignée sur le bassin et bien dégagée du cou comme si un fil invisible la tirait vers le ciel. En répétant quotidiennement cette leçon de maintien, la posture finira par devenir naturelle.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Honduras 3 - Algérie 2

Une défaite et une entame difficile



La sélection nationale olympique de football a raté sa première sortie dans les Jeux Olympiques 2016. Les Verts se sont inclinés face au Honduras, sur le score de 3 buts à 2, à l'occasion de la 1^{re} journée (groupe D) du tournoi olympique disputé jeudi soir au stade Joao-Havelange de Rio de Janeiro.

Après 36 ans d'absence, le retour de l'Algérie sur la scène olympique a été pour le moins compliqué et ponctué malheureusement par une défaite plus qu'amère.

Face à l'adversaire de la poule D le plus prenable, les Verts ont fait une entame de partie très correcte avec une monopolisation de la balle durant les cinq premières minutes. Cependant, cette domination n'a pas duré. Le Honduras a vite met le pied sur le cuir en développant un jeu basé sur les contre-attaques.

13 minutes seulement après le coup d'en-

voi du match, le Honduras est parvenu à passer devant au tableau d'affichage et ont inscrit, ainsi, leur premier but. Les Blanc et Bleu ont su profiter d'un mauvais placement de la défense algérienne pour aller inscrire ce premier but par l'entremise de Quioto Romell.

Touchés dans leur amour propre, les camarades de Belghit ont tenté de réagir dans la foulée pour essayer de niveler la marque, néanmoins, toutes les tentatives ont été veines à l'image de l'occasion de Bounedjah à la 32^e minute. L'attaquant des Verts a su mettre à condition d'un beau centre de la gauche pour placer une belle tête mais la balle a rasé le poteau droit du portier Lopez.

Alors que tout le monde s'attendait à une égalisation de l'Algérie, le Honduras double la marque à la 34^e minute sur une seconde erreur individuelle. Le gardien algérien, Chaâl, a fait une mauvaise lecture de la trajectoire de la balle alors qu'il avait tenté de sortir une tête

lobé de Pereira Marcelo et n'a pu que constater les dégâts.

Dos au mur, les Algériens ont débuté la seconde période tambour battant pour aller battre la défense hondurienne une première fois et chercher l'égalisation par la suite.

Et ce n'est pas faute d'essayer, dès la reprise des débats les Algériens se sont installés dans le camp adverse en asseyant l'arrière garde hondurienne. Pour sa part, le coach national, Pierre André Schürmann, a fait incorporer Meziane à la place de Benkabilia pour donner plus de vivacité à sa ligne d'attaque.

Après un nombre incalculable d'occasions ratées, les Verts ont fini par faire sauter le verrou des «H» grâce à but signé Bendebka à la 69^e minute.

Galvanisés par ce premier but, les Algériens ont accentué leur forcing bien aidés par Derfelou qui a fait son apparition sur le terrain à la place d'Ait Athmane (70'). Toutefois, et contre toute attente, le Honduras est parvenu à inscrire un troisième but par Antoni Lodzano sur une autre bourde du portier Chaâl. Le gardien du MCA, qui remplace Salhi, forfait pour cause de fracture au doigt, s'est trouvé juste devant l'attaquant, lui permettant ainsi de mettre son équipe à l'abri à 12 minutes du terme de la rencontre.

En dépit de cette nouvelle douche froide, les «Petits Verts» n'ont pas abdicué. Bien au contraire, ils se sont lancés en attaque corps et âme afin de scorer un second but et ils ont fini par être récompensé à la 84^e minute avec la réalisation de Bounedjah. Les joueurs algériens ont ensuite tout donné dans le peu de temps qui restait, mais le miracle n'a pas eu lieu et l'Algérie a fini par s'incliner dans un match qui aurait dû en toute logique lui revenir si ce n'est les fautes individuelles qui ont complètement faussées tous les calculs.

Tourner la page

A la suite de cette contre-performance, inattendue, les Algériens doivent impérativement tourner la page et commencer à préparer leur seconde sortie dans ce rendez-vous brésilien prévue dimanche prochain face à l'Argentine dans la même enceinte à 22h00 (heure algérienne).

Concernant la situation du groupe D, le Honduras s'empare de la tête du groupe D avec 3 points, en attendant le déroulement du second match prévu entre l'Argentine et le Portugal. Les Verts sont donc pied au mur pour ce début et se doivent de l'emporter lors du second match pour garder intactes leurs chances pour la qualification au prochain tour.

Imad M.

Sporting Lisbonne Slimani buteur contre le Betis Seville



titulaire côté espagnol. Le défenseur algérien est sorti à la 64^e minute au même moment où est entré en jeu Islam Slimani alors remplaçant. L'attaquant des Verts va réduire le score à la 77^e minute de jeu de la tête suite à un coup-franc.

■ L'attaquant algérien entré en jeu en seconde période en match amical entre le Sporting et le Betis a inscrit un but qui permet au siens de réduire le score à 2-3. Les lisboètes recevaient le Betis de Seville dans le cadre de l'Iberica Cup pour leur avant dernier match de préparation avant la reprise du championnat ont donc perdu sur le score de 2-3 face à l'équipe d'Aïssa Mandi qui était

Europa League Feghouli buteur face à Domzale

■ Pour l'inauguration de leur nouveau stade, les Hammers de West Ham ont passé avec succès le troisième tour préliminaire de la Ligue Europa. Les Anglais étaient mal engagés après leur défaite à Domzale au match aller (2-1). Mais les coéquipiers de Feghouli ont écrasé les Slovènes ce jeudi au match retour (3-0). Et les Londoniens peuvent dire merci à leurs internationaux africains. Le Sénégalais Cheikhou Kouyaté signe un doublé (8^e et 25^e) et l'Algérien Sofiane Feghouli valide la qualification pour les barages (81^e).

Programme complet des athlètes Algériens pour les JO:

► **Boxe (8 participants) :**
Mohamed Flissi (52kg), Fahem Hammachi (56kg), Reda Benbaâziz (60kg), Chadi Abdelkader (64kg), Zoheïr Kedache (69kg), Ilyas Abbadi (75kg), Abdelhafid Benchabla (81kg) et Chouaib Bouloudinet (91kg).

► **Judo (5 participants) :**
Houd Zourdani (-66kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Lyes Bouyakoub (-100kg), Mohamed Amine Tayeb (+100kg) et Sonia Asselah (+78kg).

► **Aviron (2 participants) :**
Sid Ali Boudina et Amina Rouba (skiff individuel).

► **Cyclisme (2 participants) :**
Youcef Reguigui et Abderrahmane Mansouri (sur route et contre-la-montre).

► **Escrime (2 participants) :**
Anissa Khelfaoui et Victor Hamid Sintès (fleuret).

► **Gymnastique (2 participants) :**
Abdeljalil Bourguieg et Farah Boufaden (artistique).

► **Tir Sportif (1 participant) :**
Chafik Bouaoud (carabine A air comprimé 10 mètres).

► **Voile (3 participants) :**
Chérif Sahraoui Imène (Laser Radial), Bouras Hamza et Katia Belabbès (RSX).

A partir du jeudi 11 août

► **Natation (1 participant) :**
Oussama Sahnoun (50m libre).
A partir du vendredi 12 août

► **Athlétisme (16 participants) :**
Taoufik Makhloufi (800 et 1500m), Larbi Bouraâda (décathlon), Souad Aït Salem, Kenza Dahmani, El-Hadi Laâmeuche et Hakim Sadi (marathon), Amina Bettiche, Ali Messaoudi, Hichem Bouchicha et Billal Tabti (3000m steeple), Amine Belfarar et Yacine Hathat (800m), Abdelmalek Lahoulou et Miloud Rahmani (400m haies), Salim Keddar (1500m), Mohamed Ameer (20km marche).

► **Haltérophilie (2 participants) :**
Walid Bidani (100kg) et Fatma Zohra Hireche (75kg).

A partir du dimanche 14 août

► **Lutte (3 participants) :**
Tarek Aziz Benaïssa (-66kg), Adem Boudjemline (85kg), Hamza Haloui (98 kg).

Attentat de Nice

Message de remerciement de Hollande au Président Bouteflika

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu un message de remerciement de la part de son homologue français, François Hollande, dans lequel il s'est dit «particulièrement sensible» au témoignage de soutien de l'Algérie suite à l'attentat qui avait frappé la ville de Nice. «J'ai été particulièrement sensible au témoignage de soutien que vous m'avez adressé à la suite du tragique attentat qui a frappé la France dans sa chair, à Nice, le jour de sa fête nationale. Je tiens à vous en remercier sincèrement», a écrit le Président Hollande dans son message. «Votre message d'amitié, comme la solidarité internationale qui s'exprime à l'égard de notre pays, sont autant de soutiens précieux qui renforcent notre cohésion, notre amitié et notre détermination», a souligné le Président français. «Face à cet acte d'une violence absolue, nos pensées vont d'abord aux victimes françaises et étrangères et à leurs familles», a poursuivi M. Hollande dans son message, relevant qu'«une fois encore, ce sont les valeurs qu'incarne la France, celles des droits de l'homme et de la liberté, qui ont été prises pour cibles». «Rien ne nous fera céder dans la lutte que nous menons contre le terrorisme. Ce combat sera long, mais en faisant bloc autour des idéaux que nous défendons, en restant fidèles à l'esprit du 14 Juillet, nous serons toujours plus forts que ces fanatiques», a encore ajouté M. Hollande.

Reda A.

Pacte mondial sur les réfugiés «Échec lamentable» des négociations de l'ONU

L'organisation des droits de l'homme, Amnesty International (AI) a regretté jeudi l'«échec lamentable» des négociations au niveau de l'ONU sur les réfugiés, estimant que les «dirigeants mondiaux ont laissé passer une occasion unique de résoudre une crise mondiale». Amnesty International a souligné dans un communiqué que les négociations menées pour un nouvel accord des Nations unies concernant les réfugiés ont été «très décevantes», et ont laissé passer une chance de la prise en charge de cette question, considérée comme une «crise mondiale». «Dans la nuit du 2 au 3 août, les Etats membres des Nations unies réunis à New York ont arrêté définitivement le document final, fort édulcoré, qui sera adopté lors d'une réunion de haut niveau des Nations unies organisée le 19 septembre pour faire face à la crise des réfugiés», a relevé l'ONG. Elle ajoute que le pacte mondial concernant les réfugiés qui avait été proposé par le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon «n'y figure pas, et ne sera désormais pas adopté avant 2018». «En proie à la crise des réfugiés la plus grave de ces 70 dernières années, les dirigeants mondiaux n'ont pas assumé leurs responsabilités», a déclaré la conseillère sur la question des droits des migrants et des réfugiés auprès d'Amnesty International, Charlotte Phillips, citée par le communiqué. Il est également estimé que la réunion de haut niveau de septembre constituait «une occasion historique de trouver une solution mondiale indispensable à la crise des réfugiés».

Riad D.



La France en alerte maximale face au terrorisme Un Algérien «suspect» a été expulsé



Par M. Ait Chabane

La France a adopté des mesures sécuritaires draconiennes pour faire face au risque terroriste en réaction aux attentats perpétrés depuis le début de l'année. En plus de l'instauration de l'état d'urgence, suite au spectaculaire attentat de Nice, le ministère de l'Intérieur a opté pour un «niveau de menace élevé» du risque terroriste, tel que signifié mercredi dernier, par le ministre Bernard Cazeneuve. Des mesures exceptionnelles qui ne sont pas sans retombées directes sur les ressortissants étrangers dans ce pays, notamment sur la communauté algérienne établie en grand nombre. En effet, un Algérien

suspect d'être menaçant, a été expulsé jeudi dernier. Il s'agit du dénommé Abdelkrim Mostefai «présupposé impliqué dans des réseaux jihadistes», sans pour autant justifier concrètement la cause de cette expulsion. «Bernard Cazeneuve a décidé d'engager à son encontre une mesure d'interdiction administrative du territoire. Cette mesure a permis de mettre en œuvre la procédure d'éloignement dès que sa présence a été repérée sur le sol français. Il a alors aussitôt été interpellé avant d'être placé en rétention administrative», explique laconiquement un communiqué du ministère français de l'Intérieur. Autre mesure préventive opérée par les autorités françaises dans le cadre

de la prévention contre d'éventuels attentats terroristes, la maire de Lille a annulé la fameuse braderie organisée chaque année dans cette ville. «C'est un problème de responsabilité morale de la maintenir. Je pense donc qu'il faut suspendre la braderie de 2016», a expliqué Martine Aubry pour justifier cette action. «A un moment, nonobstant nos passions, nos convictions, il faut dire stop à un modèle qui est dépassé par les exigences de sécurité», a, pour sa part, indiqué le préfet Michel Lalande, représentant de l'Etat dans la région. Cette décision de suppression de la braderie à Lille s'ajoute à une série d'événements festifs déjà annulés depuis l'attentat de Nice, synonyme d'une situation d'alerte maximale que celle qui prévaut en France, secouée par une série d'attentats terroristes inédits depuis le début de cette année 2016. Pour peaufiner cette stratégie de prévention et de lutte contre le terrorisme, un conseil restreint de défense, tenu mercredi dernier à l'Élysée, a fait le point sur le dispositif de sécurité estival, les opérations antiterroristes intérieures et extérieures et sur le projet de garde nationale, officialisé par le président François Hollande. Le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'aujourd'hui, il y a 56 000 volontaires dans la réserve opérationnelle pour cette future garde nationale, l'objectif c'est d'atteindre 84 000 personnes d'ici à trois ans (2019).

M. A. C.

ACTU...

En possession d'armes et d'un lot de munitions

Trois terroristes se rendent aux autorités sécuritaires

Trois terroristes, en possession d'armes et d'un lot de munitions, se sont rendus mercredi aux autorités sécuritaires à Adrar, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les forces de l'ANP et des services de sécurité, trois terroristes se sont rendus le 3 août 2016, aux autorités sécuritaires, relevant du secteur opérationnel d'Adrar (3e RM), en possession de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, d'un fusil mitrailleur MAS, d'une quantité de munitions et deux téléphones satellitaires», précise le MDN.

A Skikda (5e RM), un détachement de l'ANP a découvert et détruit une cache pour terroristes et deux canons de confection artisanale.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «des détachements de l'ANP ont arrêté 14 contrebandiers à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6e RM) et saisi deux véhicules tout-terrain et 21 détecteurs de métaux».

«A Biskra (4e RM), un autre détachement a appréhendé un contrebandier et saisi un camion chargé d'une quantité de différents équipements électroménagers», ajoute-t-on, de même source.

Riad D.

El Oued Quatre morts dans un accident de la route

Quatre personnes sont décédées, et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi à Debila (wilaya d'El Oued), 20 km à l'est du chef-lieu de la wilaya, a-t-on appris auprès des services de la Gendarmerie nationale. Le drame s'est produit au niveau de la RN16, suite à une violente collision entre deux véhicules touristiques, dont un véhicule du transport collectif, causant la mort sur place de quatre passagers (deux hommes et deux femmes, âgés entre 20 et 50 ans), et des blessures à trois autres personnes à différents degrés de gravité, selon la même source.

Les corps des victimes ont été transférés vers la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) Ben Amor Djilani de la ville d'El Oued, où ont été également évacués les personnes blessées, a-t-on ajouté.

Une enquête a été ouverte par la même instance sécuritaire pour déterminer les circonstances exactes de cet accident mortel.

T. B.

Importante quantité de kif saisie Arrestation de narcotrafiquants

Quatre narcotrafiquants ont été appréhendés et plus de quatre quintaux de kif traité ont été saisis jeudi à El Oued par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP a appréhendé à El Oued/4^{ème} Région militaire (RM), le 4 août 2016, quatre narcotrafiquants et saisi quatre quintaux et 44 kilogrammes de kif traité, un camion et un véhicule touristique, tandis qu'à In Aménas, un autre détachement a arrêté un

contrebandier à bord d'un véhicule chargé de 149 unités de différentes boissons», précise la même source.

«A Mascara/2^{ème} RM, une quantité de 70 kilogrammes de kif traité a été saisie au domicile d'un des deux narcotrafiquants arrêtés le 2 août près de la commune de Tizi, en possession d'une quantité de cinq quintaux et 60 kilogrammes de kif traité», ajoute le communiqué du MDN.

«A In Guezzam/6^{ème} RM, un détachement de l'ANP a découvert une cache contenant un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et trois chargeurs garnis, tandis que d'autres détachements ont appréhendé 25 contre-

bandiers et saisi quatre marteaux piqueurs, un détecteur de métaux, une paire de jumelles, deux véhicules tout-terrain et une moto», note la même source.

«D'autre part, les unités des gardes-frontières ont déjoué à Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf/5^{ème} RM, des tentatives de contrebande de plus de 14 806 litres de carburant», alors que qu'«une unité des gardes-côtes de Aïn Témouchent/2^{ème} RM a mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 15 individus à bord d'une embarcation pneumatique, à 52 miles au nord de Beni Saf».

R. N.